MEMORIAL
DES
SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE GENEVE

Deuxième séance - Mardi 2 juin 1998, à 20 h 30

Présidence de M. Daniel Pilly, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. André Hediger, maire, M. Jan Marejko, Mmes Jacqueline Normand, Nicole Rochat et M. René Winet.*

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller, vice-président, M. Alain Vaissade, Mme Jacqueline Burnand et M. Michel Rossetti, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 20 mai 1998, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 2 juin et mercredi 3 juin 1998, à 17 h et 20 h 30.

Mémo 2 SEANCE DU 2 JUIN 1998 (soir) 2

Communications du Conseil administratif et du bureau du
Conseil municipal

1.Communications du Conseil administratif.

Néant.

2.Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3.Clause d'urgence sur le projet d'arrêté du bureau du Conseil municipal (Mme Marie-France Spielmann, MM. Daniel Pilly, George Queloz, Mme Anne-Marie von Arx-Vernon et M. Guy Dossan):
«Modification des articles 101, 134, 138 et 139 du règlement du Conseil municipal relatifs à la naturalisation» (PA-378).

Le président. Je demande de modifier l'ordre du jour de façon que cet arrêté soit traité demain, à 17 h. Ceux qui sont d'accord sont priés de lever la main...

Mme Alice Ecuwillon (DC). Il y a M. Valance qui a demandé la parole.

Le président. Monsieur Valance?

M. Guy Valance (AdG). Excusez-moi, Monsieur le président, mais je demande la parole. Il s'agit de traiter ici de l'urgence. Nous, nous avons un problème par rapport à la modification de la loi sur la naturalisation.

En fait, nous ne sommes pas sûrs et persuadés que la confidentialité des dossiers soit absolument préservée dans la procédure qui nous est proposée. Pour nous, c'est un élément absolument fondamental. En effet, nous ne pourrions pas imaginer qu'en séance plénière, avec du public dans la salle, on puisse se livrer à la lecture des dossiers de candidats à la naturalisation. Cela nous semblerait aller contre la confidentialité. Excusez-moi de ralentir vos travaux, Monsieur le président, mais nous demandons simplement que l'on tienne compte de cette question. L'Alliance de gauche demande que l'on examine les garanties que nous donnons à nos futurs naturalisés suisses pour que le traitement de leurs dossiers soit confidentiel, car cela nous semble absolument indispensable.

Nous proposons donc un renvoi à la commission du règlement de façon qu'on puisse réellement discuter de cela, car traiter de

cela au pas de charge, en annihilant toute velléité de confidentialité, nous semble absolument impossible.

C'est pourquoi, actuellement, nous nous opposons à l'urgence et nous demandons qu'il y ait au moins une discussion et qu'un traitement sérieux puisse avoir lieu en commission du règlement.

Le président. Mais, Monsieur Valance, vous n'avez pas très bien compris nos intentions à propos du vote tout à l'heure. Le vote consistait simplement à dire que nous mettions ce point à l'ordre du jour de demain à 17 h. Cela ne veut pas dire qu'on va le voter tout de suite. Cela va dépendre de ce que pense le Conseil municipal. Nous traiterons donc le projet d'arrêté demain à 17 h.

M. Guy Valance (AdG). Merci, Monsieur le président. J'ai compris avant, à moins que je sois totalement abruti - c'est certainement le cas - qu'il s'agissait maintenant de discuter de l'urgence, de façon à mettre ce point à l'ordre du jour de demain.

Alors, nous, en l'état actuel, nous refusons d'entrer dans l'urgence sur ce point. C'est tout. Il y a une discussion sur l'urgence avant qu'il y ait une discussion sur le fond, si j'ai bien compris, depuis trois ans, les règles de ce Conseil municipal.

M. Sami Kanaan (S). Je voudrais simplement dire que les socialistes ont beaucoup de sympathie pour les remarques que vient de faire M. Valance, mais je crois que, vu les changements de la loi au niveau cantonal, il paraît urgent d'entrer en matière ou de ne pas entrer en matière sur ce dossier.

Nous approuvons donc le traitement de cet objet demain à 17 h, quitte à ce que nous décidions d'un examen en commission du règlement ou d'un refus du dossier, mais comme la loi vient de changer, il faut le faire.

M. Bernard Lescaze (R). Monsieur le président, je suis un peu étonné de la rapidité avec laquelle le bureau a mis ce projet d'arrêté à l'ordre du jour, parce que, contrairement à ce que

vient de nous dire le préopinant, la loi a été modifiée, mais la loi n'impose pas le vote à main levée. La loi dit simplement qu'il n'y a plus de vote à bulletin secret. Et c'était si peu urgent que M. Robert Cramer, conseiller d'Etat, chargé du Département de l'intérieur, ignorait tout des modifications de la loi, ignorait tout de la modification du règlement du Conseil d'Etat et que j'ai dû moi-même lui montrer les textes. Au vu de ces textes, il m'a dit qu'à son avis nous pourrions très bien, que ce soit dans notre règlement ou à chaque séance, demander le huis clos et, le cas échéant, demander le vote à bulletin secret.

Nous acceptons de parler demain sur le fond, mais il me paraît un peu prématuré d'appliquer les modifications, notamment pour la prochaine séance de naturalisation du 23, puisque, de toute façon, nous serions en dehors de la période référendaire éventuelle. Pour le 23 juin, nous devons donc en rester à notre procédure habituelle.

C'est pour cela que le groupe radical est très réservé ce soir quant à l'urgence réelle, parce que, de toute façon, à son avis, sur le fond, il faudra renvoyer la proposition du bureau à la commission du règlement, car elle pose toutes sortes de problèmes. Voilà ce que je tenais à vous dire au nom de mon groupe.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Les libéraux constatent aussi qu'il y a une confusion entre l'urgence et la discussion immédiate. Il est clair que ce point est à l'ordre du jour de notre séance, donc, à cet égard, l'urgence demandée n'est pas très significative. Ce qu'il y a de sous-jacent, c'est qu'il y a une volonté de discussion immédiate, le bureau estimant avoir fait le tour de la question. Je crois que non. Il a pris la mauvaise direction, en tout cas en ce qui concerne la suppression du bulletin secret, rien ne commande cette situation. Le seul problème véritablement posé est celui de la motivation de la décision.

Alors, voter l'urgence, pour être certain de discuter de ce projet d'arrêté la prochaine fois, après tout n'est pas déterminant. Mais ne croyons surtout pas que l'urgence commande la

discussion immédiate. D'ores et déjà, je puis vous dire qu'il n'est pas question d'accepter la discussion immédiate, dans la mesure où la commission du règlement devra vérifier que le projet d'arrêté corresponde à la volonté de la loi, d'une part, et, d'autre part, qu'il épuise ce qui est requis par la loi, ce dont, à mon avis, je ne suis en rien convaincu.

C'est la raison pour laquelle, à l'urgence, après tout, il n'y a pas de raison de s'y opposer, mais au-delà, de grâce, n'anticipons pas les étapes!

Mme Hélène Ecuyer (AdG). A mon avis, l'urgence n'a pas lieu d'être. Il me semble en effet que la décision est prise très rapidement pour une commune qui compte quand même 80 conseillers municipaux. Dans d'autres communes, les décisions concernant les naturalisations se prennent à 15 ou 27 membres et les proportions sont quand même différentes.

Une telle décision ne peut pas être prise à cette vitesse-là, et il me semble qu'il faut discuter, réfléchir un peu plus, avant de l'imposer à la Ville de Genève.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les Verts ne sont pas vraiment convaincus de l'urgence, car, en fait, il n'y a pas d'obligation pour une commune de suivre le fait de voter à main levée. Le fait de voter à main levée rallongera les séances pour pas grand-chose. Mais je développerai cela demain si l'urgence est acceptée.

Les Verts vont suivre un peu à contre cœur l'avis du bureau sur l'urgence et débattront demain sur le fond.

M. Georges Queloz (L). Monsieur le président, la question qui s'était posée au bureau, puisque j'en faisais partie, était de savoir s'il fallait reporter la séance de naturalisation prévue le 23 juin.

Des voix. Mais non!

M. Georges Queloz. Etant donné que la loi a changé, peut-on encore procéder avec l'ancien système? La réponse, pour le moment, est non. Si l'on n'en débat pas sur le siège, cela veut dire qu'il faudra reporter la séance des naturalisations.

M. Hubert Launay (AdG). J'interviendrai, comme d'ailleurs de nombreuses personnes l'ont fait ici, dans le sens que l'urgence ne s'impose pas, car nous avons un délai pour nous mettre en accord avec la loi, et qu'il faut d'abord qu'elle soit traitée en commission du règlement pour voir jusqu'à quel point la loi nous laisse à nous, conseillers municipaux, la liberté pour décider, par exemple, du secret ou du non-secret des délibérations concernant les naturalisations.

J'engage donc les personnes qui sont un peu hésitantes à refuser l'urgence. De toute façon, cela passera au mois de juin. D'après ce qui a été dit, le projet d'arrêté sera renvoyé à la commission du règlement qui fera peut-être diligence pour nous rendre un rapport à fin septembre.

Le président. Avant de procéder au vote, j'aimerais tout de même rappeler que si le bureau fait cette proposition c'est simplement pour mettre ce point à l'ordre du jour de ses séances. Cela dit, le bureau ne préjugeait absolument pas de la décision de cette assemblée de ne pas accepter de se plier tout de suite à la nouvelle loi ou éventuellement de discuter son interprétation. Je pense que, si nous mettons ce point à l'ordre du jour de demain à 17 h, il sera liquidé d'une façon ou d'une autre. Ce Conseil aura tout à fait la possibilité, demain à 17 h, de le renvoyer à la commission du règlement, si c'est l'avis de la majorité. Mais, au moins, nous aurons fait le geste d'observer le changement de la loi. Au fond, c'était cela l'idée du bureau et non pas de vouloir faire un «forcing» sur un point sur lequel d'ailleurs le bureau était loin d'être aussi unanime que le laisse penser le projet d'arrêté tel qu'il est rédigé. Je ne pense pas qu'il faille se braquer sur quelque chose qui pourrait être un malentendu.

Ce que je mets au vote, maintenant, c'est tout simplement le déplacement de ce point de l'ordre du jour pour qu'il apparaisse demain à 17 h. L'assemblée sera ensuite libre de dire qu'elle ne veut pas voter en discussion immédiate et de le renvoyer en commission du règlement.

Mise aux voix, la proposition de mettre ce point à l'ordre du jour de demain à 17 h est acceptée par 27 oui contre 24 non (4 abstentions).

Le président. Nous allons passer maintenant à une autre urgence. Il s'agit de la motion N° 334.

4.Clause d'urgence sur la motion N° 334 de MM. Guy Valance, Pierre Reichenbach, Pierre Huber, Alphonse Paratte, Guy Savary, Bernard Lescaze, Claude Miffon, Pierre-Charles George et Mme Marie-France Spielmann: «Pour une réelle concertation avec les commerçants du marché de Plainpalais».

M. Guy Valance (AdG). J'ai fait en sorte que chaque chef de groupe ait le texte de la motion. Je n'ai pas pu faire plus.

L'urgence est réelle, puisque vous savez que le Conseil administratif a pris un arrêté pour décider de l'interdiction, justifiée ou non - je n'ai pas pour l'heure les moyens de me prononcer là-dessus - du parcage pour les usagers du marché de Plainpalais.

Il semble que ce soit un serpent de mer. Nous savons qu'une pétition a été déposée par le marché de Plainpalais et que, en bonne logique, il serait tout à fait évident, par souci de concertation et pour rejoindre les vellétés de certains, dont la mienne, liées à la démocratie de quartier de pouvoir auditionner les pétitionnaires en commission des pétitions avant de prononcer une interdiction.

Ce que nous proposons, c'est qu'on suspende l'interdiction de parcage et qu'on auditionne les commerçants, les marchands de Plainpalais, pour que l'on puisse voir quels sont leurs problèmes et quelles sont les conséquences au plan économique de cette interdiction, de façon, ensuite et dans quelques semaines, à nous prononcer en connaissance de cause.

L'urgence, elle est absolument évidente, puisque l'interdiction a été prononcée et que nous souhaitons qu'elle soit suspendue de façon à ne pas entraver les activités économiques de ces commerçants avant qu'ils aient été entendus.

M. Pierre Reichenbach (L). Je voudrais signaler que cette pétition a déjà 2500 signatures. C'est donc une preuve qu'elle est intéressante.

Elle sera intéressante à plus d'un point. Le marché de Plainpalais, avec son parking souterrain et son parking de

surface, est un problème récurrent dans notre Conseil. En effet, il y a quelques années, le parking avait été interdit, puis de nouveau ouvert. Bref, on a une situation d'aller retour. Il convient donc, une fois pour toutes, de clarifier la situation avec les commerçants, avec les pétitionnaires. Dans ce but-là, nous, libéraux, demandons cette urgence, qui a été discutée de manière «oecuménique» avec tous les motionnaires.

Mme Jacqueline Burnand, conseillère administrative. Je souhaiterais ce soir, en l'absence momentanée, j'imagine, de M. le maire, témoigner de mon étonnement, puisque aussi bien - et vous devriez peut-être vous en souvenir - vous avez été très nombreux dans ce parlement à déplorer le fait qu'un règlement existant et qu'une interdiction de stationner sur la plaine de Plainpalais soient constamment bafoués par une tolérance venue dont on ne sait où et qui porte un préjudice direct à l'exploitation du parking de Plainpalais lequel, je le rappelle, a été mis en droit de superficie par la Ville de Genève à des privés et que nous souhaiterions voir fonctionner à satisfaction, étant donné que nous sommes directement intéressés à ce qu'il fonctionne. Je vous rappelle que nous en percevrions, si tout allait bien, des royalties, et qu'il nous reviendra dans quelques décennies. Nous souhaitons donc que ce parking fonctionne.

Il est exclu effectivement que le Conseil administratif continue à tolérer des stationnements totalement illicites aujourd'hui déjà, alors que, par ailleurs, il entend, et conformément à vos vœux très souvent exprimés dans cette enceinte, rappeler aux uns et aux autres que la loi et le règlement existe. Il ne nous est pas possible de faire deux poids deux mesures et d'autoriser à Plainpalais, alors qu'il y a un parking souterrain, ce qui ne l'est pas à la rue du Beulet, sur la place du Pré-l'Evêque ou à Rive, par exemple. Ou alors, Mesdames et Messieurs, les discussions qui pourraient avoir lieu à ce propos doivent naturellement prendre en considération tous les marchés de la ville de Genève, sans exception et, dans ce cas, demandez des exceptions aux lois et aux règlements actuels.

Ce problème est de la compétence du Conseil administratif et celui-ci a, depuis des années, un règlement et un arrêté interdisant tout stationnement sur la plaine de Plainpalais, à l'exception des voitures des maraîchers qui sont installés là, comme le sont d'ailleurs celles des marchands, lorsque le marché aux puces fonctionne, et qui doivent permettre aux commerçants d'exposer, de sortir et d'entrer des marchandises de leurs camionnettes.

Je crois que le Conseil administratif n'a fait que respecter les multiples interventions qui ont eu lieu dans ce plénum pour demander que soient respectés la loi qui s'applique en principe à tout le monde. Et ce n'est pas parce qu'une pétition circule que le Conseil administratif va, par souci de clientélisme, agir de manière différente dans ce cas qu'il ne le fait dans d'autres. Il y a une notion d'équité dans une loi et cette équité-là doit être respectée pour cela aussi. (*Applaudissements du groupe socialiste et des Verts.*)

Le président. Je vous rappelle que nous discutons de l'urgence.

Mme Jacqueline Burnand, conseillère administrative. Il n'y a aucune urgence!

Le président. Monsieur Ziegler, vous avez la parole.

M. Marco Ziegler (S). Je m'exprimerai sur la question de l'urgence uniquement. Le groupe socialiste peut se rallier à la discussion de la motion lors de cette session du Conseil municipal, puisque le débat est lancé, il vaut mieux qu'il se fasse de manière complète au moment où il sera amorcé par la pétition N° 80 de l'Association des marchés qui sera déposée demain.

Cela dit, sur le fond, la perplexité du groupe est immense et rejoint plutôt les réflexions de notre magistrat. Il faudrait tout à coup soutenir le stationnement en surface, alors que nous disposons là d'un parking public! Si la pétition tendait à obtenir

la gratuité dans le parking souterrain, on pourrait encore comprendre, mais que des gens qui soutenaient la lutte contre le parking de la place Neuve en disant qu'il n'y avait qu'à aller à Plainpalais demandent la mise à disposition de places supplémentaires en surface nous rend perplexes. Mais, enfin, ce débat se fera demain soir.

M. Roman Juon (S). Je m'exprimerai sur l'urgence également. J'avais déposé, avec Gérard Deshusses, notre ancien collègue, une motion, qui avait été acceptée d'ailleurs, concernant déjà ce problème de parking et dans laquelle on demandait qu'il y ait de l'herbe à la place. Ce n'est donc pas d'hier.

Ce clientélisme m'étonne une fois de plus. C'est exactement comme pour le jeu de boules. On en revient toujours aux mêmes histoires. Ce n'est quand même pas comme cela qu'on doit faire de la politique! A un moment donné, on doit avoir un peu d'éthique, suivre des options et cesser de tergiverser aux moindres rouspétances qui sont d'ailleurs un phénomène normal, car les gens ont des habitudes. Vous savez très bien que n'importe qui parque n'importe où, tôt le matin, et qu'il n'y a pas de contrôle; la plaine de Plainpalais est, en fait, un parking pour les personnes qui viennent travailler en ville et pas du tout pour celles qui viennent acheter des carottes!

M. Alain Marquet (Ve). Pour ma part et au nom du groupe des Verts, je prendrai le contre-pied de la motion et de sa prétendue urgence.

En effet, on voudrait régler ce problème à chaud, alors que je crois plutôt, pour ma part, que l'interdiction prononcée par le Conseil administratif offre l'opportunité aux clients du marché de Plainpalais de se rendre compte qu'ils peuvent faire leurs courses autrement, en garant leurs véhicules ailleurs que devant les étals, en utilisant le parking souterrain, dont je suis heureux d'apprendre qu'il n'est pas encore à son taux de rentabilité idéal.

Pour notre part, nous repousserons donc l'idée de l'urgence de cette motion en espérant qu'avec le temps la mesure d'interdiction, qui a seulement été accentuée par le Conseil administratif, puisqu'elle existait déjà, fera que les gens prennent d'autres habitudes.

M. Guy Valance (AdG). Nous avons, il est vrai, le clientélisme de sa famille. C'est bien naturellement la maladie dont nous souffrons tous, sans exception, les uns et les autres. Et, je l'avoue volontiers, c'est un sentiment qui m'est assez pénible à défendre ce soir.

Cela dit, il ne s'agit pas pour nous, tel que nous voulons bien le comprendre, de clientélisme, mais bien d'une question de principe. A partir du moment où les uns et les autres, avec des moyens différents, des arguments différents, des urgences différentes, nous défendons la démocratie de quartier, l'expression du citoyen, nous nous devons d'être à l'écoute de l'ensemble des citoyens. Pour nous, qui ne sommes pas *a priori* - et vous ne pourrez pas en douter, chers collègues de l'Alternative - des tenants du «tout bagnole», des parkings et de l'envahissement par la voiture du centre-ville, bien au contraire - et nous en avons fait la preuve à de multiples reprises - ce qui est important avant tout, c'est que les citoyens qui font un acte de pétition puissent être entendus et entendus dans de bonnes conditions.

D'autre part, en ce qui nous concerne et pour le sujet que nous traitons aujourd'hui, ce qui est important, c'est quand même de faire, d'une certaine manière, acte d'une certaine souplesse. Actuellement, quelle est la situation? On a interdit le parcage des véhicules...

M. Michel Rossetti, conseiller administratif. On applique l'interdiction.

M. Guy Valance. Il était interdit; maintenant, on l'applique. Très bien. Je remercie le Conseil administratif de me donner ces précisions.

Pour l'instant, nous souhaitons pouvoir entendre les marchands de Plainpalais qui ont un certain nombre de choses à nous dire. Moi, personnellement, je tiens à vous dire qu'il est fort possible que, dans deux semaines, dans six mois peut-être, je sois vraiment le premier partisan de l'application de cette interdiction. Je trouve qu'il y a trop de bagnoles et le parking de Plainpalais est vide et je ne veux pas de parking à la place Neuve. C'est bien clair. Néanmoins, nous souhaitons donner la parole aux usagers de la ville, aux habitants, aux commerçants pour qu'ils puissent s'exprimer.

Et c'est en ce sens-là que nous souhaitons l'urgence et que nous souhaitons traiter rapidement de cette question, afin que cela n'ait pas de conséquences économiques pour ces gens-là. C'est tout. Merci.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). Puisque cet objet devra être examiné dans le détail, je m'étonne que l'on ne parle que des quatre-roues!

Lorsque j'avais demandé en son temps au Conseil administratif de faire quelque chose pour faciliter le passage des piétons de l'avenue du Mail en direction de l'Uniprix, M. Hediger avait fait aménager un passage clouté qui zigzaguait un peu mais qui représentait une certaine sécurité. J'habite à quelques mètres de cet endroit. Actuellement, je vous invite à aller voir, lorsqu'il y a le marché aux puces ou aux légumes, où se trouve ce passage réservé aux piétons. J'ai demandé à plusieurs gardes municipaux quelle dérogation...

Le président. Monsieur Lyon, nous parlons de l'urgence, s'il vous plaît!

M. Jean-Pierre Lyon. Oui, oui. C'est justement à propos de l'urgence, Monsieur le président, que j'attire votre attention sur

d'autres problèmes car il ne faut pas rester cristallisés sur l'affaire des quatre-roues.

Mesdames et Messieurs, si vous voulez être à l'écoute des problèmes des habitants, je pense qu'il faut voter cette urgence. Je vous signale que M. Hediger a dû faire poser des barrières pour protéger l'entrée du cirque qui est actuellement sur la plaine, car les voitures allaient se parquer juste devant. Il faut donc absolument poser ce problème et prendre nos responsabilités en tant qu'hommes politiques. Voilà, Monsieur le président, pour l'urgence!

M. Pierre Huber (L). Nos maraîchers et nos commerçants méritent toute notre attention. Cette motion est donc urgente.

Quelle que soit la décision qui sera prise, il est indispensable de se pencher sur le problème. J'habite ce quartier, j'ai été restaurateur et j'ai fréquenté durant vingt ans ce marché et les autres, j'ai été client privé, je serai peut-être demain moi-même maraîcher et je tiens à ce que l'on s'occupe de ce problème. (*Applaudissements.*)

Mme Michèle Künzler (Ve). Pour nous, il n'y a pas urgence. Il faut maintenant cesser la valse-hésitation! Comme certains l'ont dit, l'interdiction existe depuis longtemps. M. Hediger a essayé de la faire respecter il y a quelques mois: les gens ont été sévèrement punis par des amendes de 100 francs pendant une semaine; la semaine suivante, il n'y avait plus d'amende et, la semaine d'après, il y en avait de nouveau...

Aussi, j'aimerais que cette interdiction dure au moins quelques mois pour qu'on puisse se faire une idée. De toute façon, les pétitionnaires seront entendus et nous ne sommes pas contre l'interdiction, bien au contraire. Mais je pense que cette valse-hésitation des contredanses a assez duré.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la motion N° 334 est acceptée à la majorité (opposition des Verts, du Parti démocrate-

chrétien, de quelques socialistes, d'un AdG et quelques abstentions).

Le président. Nous débattons donc de cette motion demain à 17 h, après l'arrêté proposé par le bureau concernant les naturalisations.

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

5.Motion de MM. Philip Grant, Alain Marquet et Didier Bonny: «Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève» (M-307)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 dont nous fêterons bientôt les 50 ans;
- le rôle de la Ville de Genève comme capitale mondiale des droits de l'homme;
- la présence sur le territoire de la Ville de Genève de multiples institutions internationales actives dans la lutte en faveur des droits de l'homme, ainsi que de très nombreuses organisations non gouvernementales effectuant un travail remarquable dans ce domaine;
- l'existence de six prix de la Ville de Genève pour la littérature, les arts plastiques, la musique, les arts du spectacle, les sciences et les sciences humaines, mais aucun prix en faveur de personnes s'engageant pour le respect des droits de l'homme;
- la nécessité pour chaque collectivité publique de promouvoir la dignité de la personne humaine à son niveau et selon ses propres possibilités d'action;
- la portée que peut avoir l'octroi d'un prix par la Ville de Genève et par là même la reconnaissance de l'opinion publique pour le combat parfois extrêmement courageux mené par les défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à adopter un règlement reprenant les éléments suivants:

- il est institué, sous le titre de «Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève», un prix bisannuel de 50 000 francs;

¹«Mémorial 155e année»: Annoncée, 4202.

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

- ce prix est destiné à honorer et à soutenir des hommes, des femmes ou des organisations qui, par leur engagement, ont contribué à faire avancer la cause des droits de l'homme dans le monde;
- le prix est attribué par le Conseil administratif, qui statue sur préavis d'une commission, seule compétente pour lui transmettre des propositions concernant l'attribution du prix;
- la commission de préavis se compose de neuf membres. Six membres, nommés par le Conseil administratif, sont issus des milieux des organisations non gouvernementales genevoises actives dans la défense des droits de l'homme. Les trois autres membres sont nommés par le Conseil municipal. Les neuf membres sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé deux fois. La fonction de membres de la commission de préavis est honorifique;
- la commission de préavis fixe elle-même les critères d'attribution du prix. Elle veille cependant tout particulièrement à honorer des défenseurs des droits de l'homme dont l'action est méconnue et pour qui l'octroi du prix pourrait apporter un soutien et une reconnaissance utiles pour la suite de leur combat;
- la commission de préavis rend ses propositions en principe six mois avant la remise du prix. Elle peut présenter plusieurs choix de lauréats au Conseil administratif, à qui revient la décision finale. La commission remet au Conseil administratif un rapport retraçant le parcours des lauréats proposés, soulignant l'importance de leur engagement en faveur des droits de l'homme et mettant en évidence la portée de l'octroi du prix pour la poursuite de leur action;
- le prix n'est en principe pas partagé. Les noms des lauréats proposés sont gardés secrets par la commission de préavis en tout cas jusqu'au choix fait par le Conseil administratif;
- la commission de préavis et le Conseil administratif veillent à tout moment à ce que la remise du prix de la Ville de Genève pour les droits de l'homme ne mette pas en danger la sécurité,

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

la liberté et l'intégrité physique et morale des lauréats potentiels et de leurs proches;

- le prix est remis en séance solennelle au lauréat ou à son représentant par le maire de la Ville de Genève autour de la Journée internationale des droits de l'homme (10 décembre).

M. Philip Grant (S). J'aimerais commencer par dire un grand merci et un grand bravo au Conseil administratif - on ne le fait pas tous les jours - pour sa générosité et sa lucidité, puisque, par la voix de M. Hediger, il a d'ores et déjà accepté de concrétiser cette motion. C'est tout à son honneur et il faut déjà le souligner.

J'aimerais aussi vous remercier, vous, Monsieur le président, pour la perche que vous avez tendue aux motionnaires en mentionnant dans votre discours inaugural la nécessité de renforcer la Genève internationale, en tout cas cette Genève qui se bat pour ce qui devrait être le sens et la finalité de toute action politique, à savoir la défense de la personne humaine.

Malgré le préavis favorable du Conseil administratif, nous maintenons bien évidemment notre motion, notamment afin que le débat y relatif ce soir puisse éclairer le Conseil administratif sur le contenu du futur règlement d'application. Je vous épargnerai donc de longues tirades sur la situation des droits de l'homme dans le monde, sur le rôle de notre Ville comme capitale mondiale des droits de l'homme, pour en venir directement à ce prix et à ses modalités pratiques.

Par la présente motion, les motionnaires souhaitent que la Ville de Genève puisse prendre part, à sa manière, à la commémoration des 50 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme en posant un acte concret, je dirais presque, cette fois-ci, un acte militant, pour aujourd'hui et pour demain. Certains ici se diront: «D'accord, c'est sympa, votre prix des droits de l'homme, c'est bon pour la Genève internationale, mais pourquoi diantre êtes-vous si précis dans votre motion?»

Il existe, vous le savez, des Prix Nobel, des Prix Lénine, des Prix Sakharov et bien d'autres. Tous tendent à distinguer des

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

personnalités remarquables, des gens dont le combat est exemplaire, mais souvent ils récompensent des hommes ou des femmes déjà connus, des gens que les médias et l'opinion publique internationale ont déjà fait sortir de l'ombre. Nous souhaiterions qu'il en aille différemment avec ce prix de la Ville de Genève.

C'est pour cette raison que je me suis permis de prendre contact avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales actives dans ce domaine pour connaître leur avis sur la meilleure manière d'attribuer ce prix. Toutes, sans exception, ont souhaité que l'accent soit mis sur l'efficacité et non sur le prestige, comme c'est le cas pour les autres prix que la Ville de Genève décerne. Cette motion propose ainsi une certaine rupture, une rupture qui mette l'accent sur l'efficacité, car il ne s'agit pas ici de création artistique, mais bien de dignité humaine. Et l'efficacité en la matière, c'est surtout pouvoir récompenser en espèces mais également en les sortant de l'ombre des gens qui risquent leur peau, parce qu'ils se battent pour une seule cause: le respect de la dignité humaine. Et dans ce combat, ils sont des milliers ces individus qui mériteraient d'être soutenus, d'être protégés, car - et c'est le point fondamental de ce prix - toutes celles et tous ceux qui sont actifs dans le domaine des droits de la personne vous le diront, ce sont des vies que l'on peut sauver en sortant du boisseau, en rendant public et en récompensant officiellement les actions de ces défenseurs des droits de l'homme.

Pourquoi proposons-nous de manière aussi détaillée la composition du jury? Simplement parce que cela facilitera la tâche de tout le monde, à commencer par le Conseil administratif. En effet, qui est plus à même que les associations comme Amnesty internationale, l'Organisation mondiale contre la torture, l'Association pour la prévention de la torture, Pax Christi, Reporters sans frontières, et d'autres, de connaître les problèmes, d'avoir des contacts sur le terrain, de fournir sans difficulté des dossiers et des noms? Le directeur de l'Organisation mondiale contre la torture me disait récemment qu'il pouvait, du jour au lendemain, nous fournir la liste de 200

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

personnes qui pourraient recevoir un tel prix, qui auraient besoin d'une telle reconnaissance et d'une telle protection. Les organisations non gouvernementales que je viens de vous citer - et je pourrais bien entendu vous en nommer d'autres: la Ligue suisse des droits de l'homme, le Service international des droits de l'homme, le CODAP, les Quackers, etc. qui soutiennent le prix sont d'accord et seraient honorées de prendre part, dans les formes que nous vous proposons, à ce prix et de conseiller nos magistrats dans le choix des lauréats.

Je vous rappelle que les commissions chargées de préavisier le Conseil administratif pour les autres prix comprennent également des connaisseurs, des gens directement en prise avec le domaine touché par le prix: un romancier, un poète, un critique littéraire pour la commission de littérature, un peintre, un sculpteur, un architecte ou un photographe pour la Commission des arts plastiques, etc. Pourquoi n'en irait-il pas de même avec le Prix des droits de l'homme? Nous ne voyons pas de raisons valables d'exclure les ONG, d'autant plus - nous l'avons vu - qu'elles ont la compétence, non seulement pour proposer des défenseurs des droits de l'homme, mais également pour éviter, car il ne faut pas exclure cette hypothèse, de mettre en danger des militants de la cause des droits humains par une mauvaise et trop hâtive attribution de ce prix. La mise en place d'une telle commission de préavis, composée de connaisseurs, permettrait d'éviter que le Conseil administratif, à court d'idées, ne décerne le Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève, par exemple, à M. Guy Valance pour l'ensemble de son œuvre en faveur des déshérités!

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, les motionnaires vous proposent aujourd'hui de dépasser nos clivages habituels et de donner un signe clair que la Ville de Genève assume son rôle de capitale mondiale des droits de l'homme et de poser, en cette année de commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un acte concret de solidarité avec celles et avec ceux dont les droits sont foulés au pied.

Il existe - nous en avons déjà parlé - d'autres prix décernés par notre Ville, notamment en matière de littérature, de musique

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

ou encore de sciences humaines. Les motionnaires ont même oublié dans leurs considérants de mentionner qu'il existe un Prix de joaillerie! Vous comprendrez qu'il serait un peu ridicule, voire indécent que le Conseil municipal se défile ce soir sur la proposition qui vous est faite, puisque Genève est considérée par le monde entier comme la capitale de la paix, du droit humanitaire et des droits de l'homme, comme une ville où la culture ne se limite pas à ses musées et à ses théâtres, mais où sont nées certaines des grandes idées, des grands textes qui ont permis et qui doivent encore permettre à l'humanité de sortir de la barbarie. C'est cette culture-là que nous vous proposons de réaffirmer ce soir.

Les socialistes vous invitent donc à accueillir favorablement la présente motion et à la renvoyer au Conseil administratif qui, nous l'espérons, pourra faire diligence et pourra, par exemple, lors de l'inauguration du Palais Wilson qui aura lieu cette semaine, annoncer la création de ce Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève.

M. Alain Marquet (Ve). Les journaux ont fait état, dans le courant de la semaine dernière, de la fin des travaux de rénovation de la Maison des droits de l'homme. Comme vient de le dire mon collègue Philip Grant, l'inauguration est prochaine. C'est l'occasion pour moi de rappeler que cette maison, qui devait être initialement celle de l'environnement, est quand même l'aboutissement d'un grand projet. Et comme il est un avis largement partagé qui dit qu'on ne peut protéger les droits de l'homme sans protéger son environnement, on pourrait effectivement se prendre à rêver à un Prix des droits de l'homme et à l'environnement, qui couronnerait ceux qui oeuvrent au quotidien auprès des bafoués de la démocratie et qui oeuvrent aussi à la préservation des territoires qui sont chaque jour honteusement exploités; ces mêmes personnes qui ont à cœur de garder comme objectif la dignité de l'homme, dans un milieu harmonieux, c'est ce que nous nous plaçons à appeler depuis longtemps, à promouvoir depuis longtemps, sous l'appellation de «développement durable».

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

C'est la raison pour laquelle je vous demande de faire un bon accueil à cette motion.

Préconsultation

M. Guy Valance (AdG). Mesdames et Messieurs, M. Philip Grant et M. Alain Marquet sont remarquablement intervenus pour défendre ce sujet qui est un des sujets fondamentaux, de mon point de vue, de notre engagement civique et politique.

C'est donc avec un grand bonheur et avec beaucoup de remerciements à l'égard des motionnaires que le groupe de l'Alliance de gauche vous propose de voter sur le siège cette proposition.

Mme Jacqueline Burnand, conseillère administrative. Monsieur le président, pardonnez-moi d'intervenir un peu au dernier moment, mais je pensais que le débat serait plus nourri. Il est à supposer qu'une conviction ce soir se fait jour, celle de la nécessité pour la Ville de Genève de marquer toute l'importance qu'elle reconnaît aux droits de l'homme en ayant offert aux organisations internationales un droit de superficie pour le Palais Wilson, destiné pendant un instant - vous vous en souvenez sans doute - à devenir un hôtel, heureusement transformé en Maison des droits de l'homme. C'est avec grand plaisir que nous aurons l'honneur, Mesdames et Messieurs, d'instituer un tel prix.

J'aimerais tout simplement rappeler que, malgré la générosité exprimée dans ce projet de motion, il conviendra tout de même que l'inscription des 50 000 francs nécessaires à l'attribution de ce prix soit portée au budget 1999. De plus, il faudra certainement un poste administratif supplémentaire ou un demi-poste au moins pour pouvoir gérer une telle problématique. En effet, vous avez quelque peu tendance à oublier que le personnel administratif a été réduit dans l'administration générale, comme cela a été le cas d'ailleurs dans plusieurs autres services, et que, en l'occurrence, il n'est tout simplement pas possible de surcharger davantage le personnel actuel. Il faudra donc tenir compte de

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

cette problématique aussi, mais nous y reviendrons dans le cadre du budget 1999. Oui à un Prix des droits de l'homme; volontiers, si ce Conseil municipal le souhaite, une annonce ces prochains jours, à l'occasion de l'inauguration du Palais Wilson!

En ce qui me concerne, une petite remarque à l'intention de M. Grant. Il est un peu facile et il est léger même de penser que les prix de la Ville de Genève ont été attribués au seul prestige des gens qui les ont reçus. En effet, la plupart d'entre eux ont mené une activité tout à fait remarquable au service de tel ou tel domaine, culturel ou non, et les quelques prix que nous avons pu, jusqu'à aujourd'hui, décerner, l'ont été à des personnalités tout à fait exceptionnelles dont nous avons, je crois, pu percevoir le rayonnement bien au-delà de notre simple territoire. Donc, tous les prix qui sont offerts par la Ville de Genève le sont à des personnalités dont nous avons à nous féliciter qu'elles travaillent sur notre territoire. Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'avais à vous dire au nom du Conseil administratif.

Je souhaite en effet voir ce Conseil municipal accepter cette motion avec enthousiasme. Elle sera le témoignage de la volonté de la municipalité de participer effectivement à défendre cette cause qui nous est chère, celle des droits de l'homme.

Mise aux voix, la motion est acceptée à la majorité.

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à adopter un règlement reprenant les éléments suivants:

- il est institué, sous le titre de «Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève», un prix bisannuel de 50 000 francs;
- ce prix est destiné à honorer et à soutenir des hommes, des femmes ou des organisations qui, par leur engagement, ont

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

contribué à faire avancer la cause des droits de l'homme dans le monde;

- le prix est attribué par le Conseil administratif, qui statue sur préavis d'une commission, seule compétente pour lui transmettre des propositions concernant l'attribution du prix;
- la commission de préavis se compose de neuf membres. Six membres, nommés par le Conseil administratif, sont issus des milieux des organisations non gouvernementales genevoises actives dans la défense des droits de l'homme. Les trois autres membres sont nommés par le Conseil municipal. Les neuf membres sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé deux fois. La fonction de membres de la commission de préavis est honorifique;
- la commission de préavis fixe elle-même les critères d'attribution du prix. Elle veille cependant tout particulièrement à honorer des défenseurs des droits de l'homme dont l'action est méconnue et pour qui l'octroi du prix pourrait apporter un soutien et une reconnaissance utiles pour la suite de leur combat;
- la commission de préavis rend ses propositions en principe six mois avant la remise du prix. Elle peut présenter plusieurs choix de lauréats au Conseil administratif, à qui revient la décision finale. La commission remet au Conseil administratif un rapport retraçant le parcours des lauréats proposés, soulignant l'importance de leur engagement en faveur des droits de l'homme et mettant en évidence la portée de l'octroi du prix pour la poursuite de leur action;
- le prix n'est en principe pas partagé. Les noms des lauréats proposés sont gardés secrets par la commission de préavis en tout cas jusqu'au choix fait par le Conseil administratif;
- la commission de préavis et le Conseil administratif veillent à tout moment à ce que la remise du prix de la Ville de Genève pour les droits de l'homme ne mette pas en danger la sécurité, la liberté et l'intégrité physique et morale des lauréats potentiels et de leurs proches;

Motion: Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève

- le prix est remis en séance solennelle au lauréat ou à son représentant par le maire de la Ville de Genève autour de la Journée internationale des droits de l'homme (10 décembre).

Motion: halte à une ségrégation inutile

6. Motion de MM. Alain Marquet et Philip Grant: «Halte à une ségrégation inutile» (M-308)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- que l'engagement des fonctionnaires en uniforme des SIS est encore subordonné à l'accomplissement de l'école de recrue de l'armée suisse;
- que cette clause pourrait être une entrave à l'engagement de personnes sincèrement motivées;
- que la notion de compétence professionnelle et la capacité de comprendre des consignes et de les exécuter au mieux peuvent être indépendantes de la formation militaire;
- que la forme physique peut être évaluée par des moyens simples à mettre en oeuvre;
- que l'engagement personnel au service de la population n'est pas l'apanage exclusif de ceux qui seraient passés sous les drapeaux;
- que la lutte contre les sinistres est un acte de civisme indépendant d'autres choix dans la vie de citoyen,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de supprimer toutes les références à l'armée suisse (art. 13, al. 3 et 4; art. 18, al. 3) dans les critères d'engagement au SIS.

M. Alain Marquet (Ve). Notre motion vise, pour l'essentiel, à adapter les textes à l'égalité des droits et des devoirs des hommes et des femmes ou, plus simplement encore, à l'égalité des droits des humains entre eux.

En effet, pour l'instant, les pompiers, réglementairement, pourraient être des femmes, mais jusqu'à maintenant, si les annonces sont formulées tant pour l'un et l'autre sexe, ce ne sont

¹«Mémorial 155e année»: Annoncée, 4202.

Motion: halte à une ségrégation inutile

encore que des hommes qui ont réussi à accéder à ces postes. Pour nous, l'engagement au service de la sécurité de la collectivité est exigeant et il ne faudrait pas que l'exigence, la nécessité d'avoir accompli son école de recrue entrave des vocations bienvenues tant chez les hommes que chez les femmes. En effet, les quelques personnes que j'ai pu rencontrer et qui ont bien accepté de discuter de ce sujet avec moi connaissent ou ont connu d'autres personnes qui auraient été enthousiastes pour cette fonction, mais qui se trouvaient écartées de cette possibilité par le seul fait que, dans le règlement, il est précisé qu'il faut avoir accompli ses obligations militaires pour parvenir à ce poste-là.

M. Philip Grant (S). Je crois qu'il n'y a pas grand-chose à dire sur cette motion. Il s'agit là, indéniablement, d'un reliquat d'une époque complètement révolue où tout porteur d'uniforme en puissance devait s'être préalablement entraîné en portant la magnifique tenue de notre vénérable et vénérée armée. Pourquoi les hommes doivent-ils être incorporés dans l'armée pour devenir pompiers? Je n'en sais rien. Pour moi, c'est mystère et boule de gomme! Peut-être parce qu'ils savent mieux obéir ou peut-être parce que l'armée offre une garantie sur la marchandise, en tout cas au niveau de la condition physique. Les chanceux qui, au sein de cette enceinte, ont eu la grande joie d'effectuer leur école de recrue et autres obligations militaires sont probablement en train de sourire. L'obéissance, en tout cas celle qu'on nous apprend à l'armée, serait - c'est là un avis qui n'engage que moi - plutôt un gage d'abrutissement et de soumission qu'une preuve de responsabilisation individuelle. C'est en tout cas tout le contraire de la motivation qu'on est en droit d'exiger des futurs pompiers. Quant à l'argument de la condition physique, de la pleine forme garantie de tout soldat - ce ne sont pas les quelque 14 000 réformés annuellement qui me contrediront - il ne tient pas: on peut très bien être en pleine forme, passer par la voie bleue et dire adieu aux services à la Patrie, tout comme on peut, à l'inverse, être grassouillet, flemmard, à bout de souffle pour un rien et quand même incorporé dans nos vaillantes troupes! Cette

Motion: halte à une ségrégation inutile

distinction - vous en conviendrez - relève de l'arbitraire le plus extravagant et constitue une entrave pour des hommes qui, pour une raison x ou y, ne sont pas ou plus incorporés, mais souhaiteraient servir leurs communes comme pompiers.

Le groupe socialiste vous propose donc de renvoyer cette motion à la commission des finances afin de pouvoir auditionner et entendre le point de vue de toutes les parties intéressées.

Préconsultation

M. Jean-Pierre Lyon (AdG). Il aurait été intéressant que le conseiller administratif responsable du SIS puisse s'exprimer dans ce débat, car, en effet, certaines remarques et certaines questions posées par les motionnaires méritent une réponse.

Ceux qui connaissent un peu les cours en vue de l'examen pour pouvoir accéder à l'école de recrue du SIS savent que les élèves sont astreints à un effort physique très important. Deux femmes ont désiré entrer à l'école du SIS pour devenir pompiers professionnels et l'entraînement physique important a pu leur poser des problèmes. Lors d'un examen qui se passait au Bout-du-Monde, j'ai vu de nombreux jeunes qui n'arrivaient pas, avec leur hotte sur le dos, remplie de rouleaux de réserve pour les hydrantes, des masques à oxygène, etc., à terminer leur parcours. Il est vrai qu'ils sont astreints à une discipline et à un entraînement intenses.

Par rapport à l'engagement au SIS, je proposerais simplement que l'on modifie le règlement en disant: «Les femmes ne sont pas astreintes au service militaire.» Je pense que cet élément pourrait en effet être revu. Mais j'aimerais demander aux motionnaires si ce n'est pas un premier pas vers l'aboutissement d'autre chose. Est-ce qu'il ne va pas y avoir au Grand Conseil une motion de ce genre qui dirait que les gendarmes ne doivent plus faire de service militaire? Je vous pose la question.

Personnellement, je ne veux pas m'opposer ou contrecarrer cette motion, mais je pense que l'acceptation d'un renvoi en commission serait judicieux. Je propose donc de renvoyer cette motion à la

Motion: halte à une ségrégation inutile

commission des sports et de la sécurité qui est, elle, responsable indirectement du SIS. Et je suggère aux motionnaires de faire eux-mêmes cette proposition. Un renvoi à la commission des finances, comme le souhaite M. Grant, n'est pas approprié, car elle devrait interroger le magistrat qui n'est pas directement concerné.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Il n'y a pas de raison de considérer que la carrière militaire soit une prémisse nécessaire à toute chose. Il y a de cela dix ans, les guides de montagne professionnels ont abandonné cette règle pour permettre à Mme Antille, fribourgeoise, d'accéder à la profession de guide. Il est vrai qu'à l'époque la justification du rôle de l'armée pour un guide de montagne était liée à la notion d'honneur et de Patrie, considérée comme une condition essentielle à l'escalade réussie d'autres symboles patriotiques que serait, par exemple, le Mont Cervin.

En ce qui concerne les pompiers, je ne crois pas que l'on puisse, comme je viens de l'entendre, parler de «discipline associée à l'abrutissement». Je crois, au contraire, qu'un corps de pompiers a cela de particulier qu'il est organisé et qu'il fonctionne comme une troupe militaire. Il fonctionne comme une troupe militaire, parce qu'il relève des mêmes objectifs et des mêmes défis. D'abord, c'est un travail communautaire: on n'a jamais vu un pompier attaquer seul l'ennemi - en l'espèce le feu. Ensuite, le pompier, dans le feu, fonctionne de manière similaire à un militaire, parce qu'il fonctionne sur la base de procédures qui ont été entraînées et qu'il s'agit pour lui de réappliquer. Ce faisant, on comprend bien que le passage préalable par l'armée n'est rien d'autre, dans son objectif, qu'un gain de temps d'apprentissage. On comprend bien qu'un candidat à l'activité de pompier, qui a fait ses classes militaires, a appris à répondre «présent», «compris» et à ne pas discuter quarante minutes un ordre, pourtant légitime. On comprend également que, confronté à une situation, il aura le réflexe de faire appel à des schémas qu'il a précédemment entraînés et non pas à des initiatives qui, pour utiles qu'elles puissent être, sont peut-être de nature à

Motion: halte à une ségrégation inutile

mettre en danger ses camarades. Ce faisant, on comprend bien que, à la différence du guide de montagne, l'activité militaire est intimement liée à l'activité des pompiers et que, en cela, le préalable de cette participation s'impose évidemment.

C'est la raison pour laquelle le groupe libéral ne soutiendra pas cette proposition et vous suggère de la repousser.

M. Michel Ducret (R). Mesdames et Messieurs, cette proposition contient trois aspects contradictoires les uns par rapport aux autres qu'il convient de relever.

Le premier est relatif à l'égalité entre hommes et femmes. C'est un aspect plutôt sympathique qui est contenu dans la proposition, mais on peut se demander si la motion le pose bien. J'y reviendrai plus tard.

Le deuxième concerne, d'une part, le problème que pose la présence de femmes parmi les pompiers dans l'exercice d'une profession qui demande une certaine résistance physique et relève, d'autre part, de questions d'ordre pratique, telles que l'équipement des locaux notamment.

Enfin, il y a le problème de la formation et de son coût. A ce propos, il est important de relever qu'une des raisons pour lesquelles la profession de pompier réclame l'accomplissement d'une école de recrue et donc une formation militaire, c'est qu'elle implique l'exercice de la discipline, condition essentielle de survie dans un métier considéré comme extrêmement difficile et dangereux. Et j'aimerais quand même signaler que les gens qui n'auraient pas reçu cette formation militaire préalable devraient alors recevoir une formation identique qui leur serait prodiguée, aux frais de la Ville de Genève, dans le cadre de la formation spécifique du métier de pompier. Actuellement, c'est une formation dispensée gratuitement, pour le compte de la Ville, par l'armée et je crois que cela est quand même important à souligner.

Parlons de l'égalité. Aujourd'hui, l'égalité se situe ailleurs. Les femmes font maintenant, volontairement, bien sûr, du service militaire normal. Elles ont d'ailleurs la possibilité de le faire de manière non armée - possibilité qu'il serait peut-être

Motion: halte à une ségrégation inutile

souhaitable d'étendre aussi aux hommes, au niveau de l'égalité. Ainsi, les femmes peuvent remplir parfaitement la condition qui consiste à faire du service militaire avant d'être engagées comme pompières. L'aspect du coût de formation passe ainsi totalement ailleurs que sur les comptes de la Ville de Genève.

Par conséquent, le groupe radical pense que cette motion ne va pas dans la bonne direction. L'égalité serait que les femmes qui le désirent - maintenant que le service militaire leur est accessible et que cette condition peut être remplie - puissent pratiquer le métier de pompier en remplissant les mêmes conditions que leurs homologues masculins!

M. Guy Valance (AdG). Il est bon, parfois, bien entendu, d'avoir cette sorte de retour aux sources, aux vraies valeurs, mais, enfin, là, nous sommes en train de toucher le XIXe siècle! Il faut tout de même le reconnaître! Et je suis gentil! On est vraiment dans quelque chose de totalement archaïque.

Il faut ouvrir les portes aux gens qui ont envie d'exercer ces métiers-là, quel que soit le rapport qu'ils entretiennent avec le Département militaire. Tout cela n'a absolument aucun lien. Il n'y a même pas à aller en commission pour étudier cet objet. C'est une perte de temps effroyable. Il faut voter ce soir, sur le siège, l'abolition de cette obligation d'avoir un lien avec l'armée pour être pompier. Tout cela est d'une connerie épouvantable! Alors, s'il vous plaît, Mesdames et Messieurs, cessons d'être archaïques. Nous sommes en l'an 2000, abolissons ce lien entre l'armée et les SIS qui est une aberration.

Nous proposons donc, nous, Alliance de gauche, le vote immédiat et le renvoi au Conseil administratif de cette proposition et non pas le renvoi en commission. Le contribuable n'a pas à payer des séances de commission sur un objet qui est absolument évident.

M. Pierre Reichenbach (L). Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, le débat prend une tournure qui mériterait tout de même un examen en commission. Pourquoi?

Motion: halte à une ségrégation inutile

Si l'on doit supprimer l'idée du «militarisme» comme le souhaitent les motionnaires, je dirais que cela a été fait, d'une certaine manière, ces dernières années, en faisant l'économie d'une formation qui, apparemment, aurait due être faite durant l'école de recrue. Bref, je veux évacuer, moi, cette idée militaire pour vous dire ouvertement quelque chose.

Les pompiers ont une formation physique extrêmement sévère. Savez-vous, par exemple, qu'au 100 m plat, ils doivent courir en moins de 12 secondes? Savez-vous que le 1000 m doit se faire en moins de 4 minutes? Savez-vous que le lancer du poids de 7 kg est de 12 m? Et savez-vous que le 120 m nage libre doit se faire en 1 minute 30? Cela signifie que ce Corps d'élite, qui va sur les toits, qui grimpe sur des échelles, doit avoir une condition physique irréprochable. Pour avoir cette condition physique, je pense qu'il faut faire du sport pour le moins et qu'il faut surtout être quelqu'un qui soit à la pointe du sport. D'ailleurs, on peut dire que l'équipe du SIS, en hockey sur glace, en foot, brille dans les compétitions qu'elle fait hors de son travail, durant ses loisirs, et prouve à souhait que ces hommes sont de très haute tenue du point de vue de la condition physique. Et je peux vous dire que, lorsque vous êtes dans un feu et que vous devez transporter un cacolet de 50 kg sur le dos et que, de surcroît, il vous faut le faire au pas de course sur une centaine de mètres, rares sont ceux qui peuvent le faire.

Aussi, je pense qu'il serait utile, peut-être aux membres de la commission des sports mais peut-être aussi à d'autres personnes, d'étudier ce qui se passe. Et ceux qui doutent de cette formation, qui prétendent qu'elle est faite à la légère, à la pépé, eh bien, qu'ils s'inscrivent aux cours des pompiers! Je suis convaincu qu'il n'y en a même pas un dans ce Conseil qui réussirait le test d'entrée!

Quant aux femmes, il va falloir qu'elles suivent également ces cours et on ne peut pas imposer à une stature de femme de porter un cacolet de 50 kg sur le dos!

Je propose aux membres de la commission d'étudier cette motion avec sérieux et, éventuellement, de s'inscrire aux cours que

Motion: halte à une ségrégation inutile

suivent les pompiers et ils verront bien s'ils arrivent à les suivre. Après, ils pourront parler en connaissance de cause. Mais, de grâce, n'intervenez pas pour dénigrer un Corps qui est d'élite, à mon sens, et donc susceptible de performances physiques que personne, dans cette salle, ne serait capable d'accomplir!

Mme Christiane Olivier (S). Et pourtant vous avez tous fait le service militaire!

M. Pierre Losio (Ve). J'ai entendu beaucoup de choses concernant la discipline et les performances. Effectivement, moi, je ne peux pas m'inscrire pour le cours des pompiers et assumer les performances que vient de décrire M. Reichenbach. Je ne pense pas non plus que les gens qui seraient chargés d'étudier ce dossier devraient s'y prêter. Il y a des gens qui sont conseillers municipaux, d'autres qui sont pompiers, d'autres qui sont conseillers dans certaines commissions et qui parlent beaucoup sur des sujets qu'ils ne connaissent pas forcément très bien et à qui on ne demande pas de performance particulière.

En ce qui concerne la discipline, je n'ai, pour ma part, jamais fait aucun cours d'armée, mais je serai très discipliné et très bref. Je pense que c'est une simple affaire de bon sens. Qu'est-ce qu'il y a de plus noble comme service à la collectivité publique que de vouloir servir pour protéger les gens contre une calamité, qui se produit malheureusement souvent dans les milieux urbains, à savoir le feu? Qu'est-ce qu'il y a de plus démotivant que d'interdire l'accès de ce noble service à des gens qui n'auraient pas souscrit à des obligations militaires? On empêche des hommes et des femmes d'entrer dans ce Corps d'élite, ce Corps qui sert la communauté, qui sort les gens de situations extrêmement complexes et dangereuses, en dressant une barrière artificielle, liée à un exercice militaire. Il y a, parmi la population genevoise, de nombreux citoyens qui sont motivés pour rendre ce service à la communauté. Je ne vois donc pas pourquoi on maintiendrait cette barrière qui me paraît effectivement archaïque et dépassée.

Motion: halte à une ségrégation inutile

En conséquence, nous souhaitons que cette motion soit renvoyée directement au Conseil administratif.

M. Didier Bonny (DC). Brièvement, je voudrais simplement mettre en avant un cas de figure. Monsieur x habite Genève; il est décathlonien et, par conséquent, n'a pas trop de problème au niveau de sa performance physique et pour parvenir à un tel niveau, il lui faut une sacrée discipline. De plus, ce monsieur fait du service civil. Je rappelle que, depuis 1996, on a le droit de faire du service civil si on a de bons motifs pour le faire et que l'on n'est pas un paria de la nation pour autant. Il se trouve que ce monsieur, une fois terminé ses brillants exploits sportifs, veut devenir pompier. Mais, non! Il n'a pas le droit, car il n'a pas fait d'école de recrue. Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin pour démontrer l'aberration du règlement actuel.

Nous aussi, nous renverrons donc cette motion au Conseil administratif.

M. Alain Marquet (Ve). Monsieur le président, j'aimerais répondre à un certain nombre d'affirmations qui ont été faites à propos de notre motion dont nous n'imaginions pas qu'elle puisse susciter autant de débat.

Tout d'abord, j'aimerais prendre le contre-pied de ce qu'a affirmé M. Reichenbach tout à l'heure en nous accusant de «dénigrement» systématique, dans cette enceinte, du travail des pompiers. En aucun cas ce mot n'avait été employé avant qu'il ne le fît lui-même.

On a évoqué tout à l'heure la possibilité d'offrir aux femmes - c'était M. Lyon, je crois - de devenir pompiers tout en maintenant l'obligation de service militaire pour les hommes. Cela nous paraîtrait assez sexiste et je me demande d'ailleurs si ce serait constitutionnel.

Nous avons été aussi soupçonnés de mettre, par cette motion, un premier «coin» pour en présenter d'autres par la suite qui viseraient à avoir les mêmes effets, notamment pour le Corps des gendarmes. Les «gens d'armes», comme leur nom l'indique, sont

Motion: halte à une ségrégation inutile

porteurs d'autres arguments qui font que la remise en question de leur appartenance à la «grande muette» est loin d'être l'objet de nos propos pour le moment.

On a ensuite évoqué l'égalité entre hommes et femmes. Que l'on se comprenne bien: nous ne nous battons pas pour l'égalité entre hommes et femmes; nous nous battons pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, ce qui est fondamentalement différent, l'objectif n'étant pas de faire ressembler un homme à une femme, ni le contraire d'ailleurs.

Ensuite, il a été évoqué la nécessité du «présent», «compris» et de l'obéissance rapide, totale et absolue à des ordres donnés. Il nous apparaît que le règlement, et notamment le point contre lequel nous luttons, sont inutiles pour y parvenir. A mon avis, l'obéissance ne s'apprend pas. L'obéissance, on s'en convainc dans la nécessité qu'il y a à réussir un combat contre le feu.

D'autre part, on a parlé de performance - et là je rejoins parfaitement les arguments de M. Bonny lorsqu'il a présenté un cas de figure - les cas de figure n'ont rien d'exceptionnel. Ils méritent d'être pris en compte. Il y a des gens parfaitement compétents, physiquement et intellectuellement, avec des capacités d'obéissance telles qu'elles sont nécessaires dans le cadre de la lutte contre le feu, et qui restent, malheureusement je dirais, à la porte des casernes, faute d'avoir un jour été acceptés dans leur école de recrue.

Mme Christiane Olivier (S). Je voudrais répondre à quelques interventions concernant les femmes.

M. Valance parlait tout à l'heure d'un débat qui s'approchait du XIXe siècle. Je dirais qu'il s'approcherait davantage du XVe siècle, siècle où les femmes commençaient à avoir une âme!

M. Ducret disait également qu'il était absolument indispensable de faire le service militaire pour acquérir une certaine discipline. Je peux vous dire que les femmes dans cette enceinte sont beaucoup plus disciplinées que les hommes, même si elles n'ont pas fait le service militaire!

Motion: halte à une ségrégation inutile

M. Reichenbach affirmait que l'entrée chez les pompiers était soumise à des critères sportifs très sévères. Je vous dirais, Monsieur Reichenbach - mais vous le savez mieux que moi - qu'il y a des femmes dotées de dispositions sportives aux critères semblables aux hommes, qui accomplissent des performances sportives aussi sévères que les hommes et qui peuvent être aussi résistantes qu'eux.

Quant à dire justement qu'il faut faire le service militaire pour obtenir ces critères, vous l'avez dit vous-même, en cette enceinte, la majorité des hommes ont fait le service militaire, mais la plupart ne pourraient pas suivre ces cours!

Et, pour terminer, mais en plaisantant, je vous prends au 100 mètres, quand vous voulez! (*Rires, applaudissements.*)

Mise aux voix, la motion est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Son renvoi à la commission des finances est refusé à la majorité.

Son renvoi à la commission des sports et de la sécurité est refusé à la majorité.

Le président. La motion est donc renvoyée *ipso facto* directement au Conseil administratif. (*Applaudissements.*)

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de supprimer toutes les références à l'armée suisse (art. 13, al. 3 et 4; art. 18, al. 3) dans les critères d'engagement au SIS.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

Interpellation: accueil des étrangers, logement social et plans d'aménagement

7. Interpellation de M. Pierre Rumo: «Accueil des étrangers, logement social et plans d'aménagement: un amalgame très douteux» (I-783)¹.

M. Pierre Rumo (AdG). Cette interpellation s'adresse à Mme Burnand qui, malheureusement, n'est pas là, mais comme elle a déjà été reportée plusieurs fois, je l'aborderai donc, malgré tout, aujourd'hui.

Je me suis permis de déposer cette interpellation, il y a plusieurs semaines, au moment où la campagne référendaire sur le triangle Rod-Soubeyran-Soret battait son plein. Mme la conseillère administrative, chargée de l'urbanisme, interrogée sur la question de l'aménagement en Ville de Genève, a cru bon d'ironiser sur les milieux qui seraient favorables à l'accueil des étrangers et au logement social et qui seraient en même temps très critiques envers les plans d'aménagement votés par le Conseil municipal. Etant donné la position prise par Mme Burnand, j'aimerais préciser certains points.

En effet, divers milieux, aussi bien proches des locataires que des promoteurs, sont d'avis que le logement social doit être repensé de fond en comble dans notre canton et dans notre ville. Le terme de logement social aujourd'hui ne devrait plus signifier seulement aide à la pierre, aide au logement HLM comme le prévoient la plupart des plans localisés de quartier, notamment celui de Soubeyran, précédemment évoqué par Mme Burnand. En effet, on se rend compte que l'aide à la pierre s'apparente bien souvent à des logements aux loyers relativement élevés. D'autres paramètres sont également pris en considération par nos milieux - Mme Burnand parlait principalement des Verts et de l'Alliance de gauche qui avaient, depuis plusieurs années, lancé différents référendums en Ville de Genève; ces référendums existent dans nos programmes politiques comme celui, par exemple, de la protection des zones vertes. La protection de ces zones vertes implique en

¹«Mémorial 155e année»: Annoncée, 4202.

Interpellation: accueil des étrangers, logement social et plans d'aménagement

effet l'examen de différentes questions, notamment celle de savoir s'il faut privilégier le logement ou s'il faut privilégier les zones vertes.

En effet, à Soubeyran, mais également à Contamines, la balance des intérêts a fait que nous avons estimé qu'il était préférable de favoriser la protection des zones vertes au détriment de la protection du logement social.

Accueil des étrangers: oui, les étrangers au bénéfice d'un permis B ou d'un permis C, c'est-à-dire au bénéfice d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation d'établissement, devraient être accueillis dans de bonnes conditions, notamment sur le plan du logement. Mais j'aimerais rappeler à Mme Burnand que, pendant des années, la Suisse et le Canton de Genève ont accueilli des saisonniers dans des conditions scandaleuses, pour ne pas dire consternantes. Qu'on se rappelle le superbe film *Pain et chocolat* gravé dans nos mémoires! Pendant des années, les saisonniers ont été accueillis dans des conditions extrêmement précaires, difficiles et, à ce moment-là, on n'a pas beaucoup pensé au logement social pour eux! Pour revenir à l'actualité, je signale également à notre conseillère administrative que les requérants d'asile sont accueillis depuis 1985, si je ne m'abuse, dans des centres d'enregistrement indignes d'un pays ou d'une ville internationale qui se targue de défendre les droits de l'homme.

Par conséquent, je dirais oui à la protection du logement social, mais oui également à la protection des hommes qui sont accueillis dans notre ville. Je le répète, les saisonniers, d'autrefois - puisqu'il n'y a pratiquement plus de bénéficiaires de Permis A de nos jours - ont été mal accueillis et les requérants d'asile, aujourd'hui, sont encore accueillis dans des conditions proprement scandaleuses et indignes d'une ville comme Genève. J'en ai encore eu l'écho dernièrement par une personne qui a été accueillie au centre d'enregistrement de la Praille.

Je souhaiterais que Mme Burnand, lors d'une prochaine séance, se prononce sur mon interpellation et qu'elle sache que l'Alliance de gauche, en tout cas, est favorable au logement social, qu'elle

Interpellation: accueil des étrangers, logement social et
plans d'aménagement

est favorable à l'accueil des étrangers, mais qu'elle n'est pas, il est vrai, favorable à tous les plans localisés de quartier et qu'elle se battra encore, lors de ces prochains mois et ces prochaines années, contre des plans localisés de quartier qui lui semblent mauvais.

Par conséquent, l'amalgame entre les trois notions - accueil des étrangers, logement social et plans d'aménagement - me paraît très douteux. En tout cas, j'attends de voir le résultat que donnera Soubeyran. A Contamines, malgré un pronostic qui allait plutôt dans le sens d'un refus du référendum - on l'a vu - il a été accepté par la population, eh bien, je suis très curieux du résultat et très confiant dans la population genevoise, lorsqu'elle se prononcera sur le plan localisé du quartier de Soubeyran.

Pour conclure, oui au logement social, oui à l'accueil des étrangers dans des conditions dignes d'une ville qui se targue tous les jours de défendre les droits de l'homme - on l'a encore vu samedi - mais avec des plans d'aménagement qui respectent également les notions de qualité de vie et d'accueil de toute personne en ville de Genève.

Le Conseil administratif répondra ultérieurement.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

8. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 4 212 000 francs, ramené à 4 107 000 francs, affecté à un ouvrage situé sur la couverture des voies CFF à Saint-Jean, sur la parcelle 3590, feuille 38 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, soit:
- un crédit de 3 957 000 francs destiné à la construction d'une crèche collective et d'une crèche familiale-halte garderie;
 - un crédit de 255 000 francs, ramené à 150 000 francs, destiné à l'achat du mobilier et du matériel (N° 287 A)¹

ANNEXE

Le président. Je dois vous annoncer que nous avons reçu une motion préjudicielle N° 333, signée par Mme Christiane Olivier et M. Daniel Sormanni: «Crèche sur les voies CFF à Saint-Jean et maintien de la crèche du Seujet».

Elle vous a été distribuée.

PROJET DE MOTION PREJUDICIELLE

Considérant:

- la proposition N° 287 du Conseil administratif concernant la construction d'une crèche sur les voies CFF à Saint-Jean;
- le désir émis par le Conseil administratif de transférer dans cette nouvelle construction la crèche située au Seujet;
- que, de ce fait, il n'y aurait pas de places supplémentaires offertes à la population;
- le manque de place dans le secteur de la petite enfance, particulièrement dans le quartier de Saint-Jean,

¹«Mémorial 155e année»: Proposition, 1642.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- la construction de la crèche telle que proposée dans le rapport N° 287 A;
- le maintien de la crèche du Seujet dans ses locaux et son fonctionnement actuel.

Le président. La motion étant effectivement préjudicielle par rapport au contenu du rapport N° 287 A, nous devons traiter d'abord la motion préjudicielle. Je donne la parole à l'un des motionnaires, Mme Olivier.

Mme Christiane Olivier (S). Comme vous pouvez le constater et comme cela a été mentionné dans le rapport, ce Conseil municipal votait le 6 mai 1997 la motion N° 243 demandant de terminer les constructions sur la voie CFF et particulièrement une crèche. Par la suite, le Conseil administratif nous présentait la proposition N° 287 qui a été étudiée en cours des travaux.

Au départ, il faut noter qu'il n'est absolument pas question de transfert ou de déménagement, mais simplement de la construction d'une crèche à cet endroit et que, mis à part La Pastourelle qui devait être transférée, et comme cela nous a été confirmé en commission, les places faisaient défaut dans ce secteur. Il nous paraissait absolument important que cette construction se fasse.

Mais ce n'est que par la suite, comme on le voit dans les détours des réflexions, lorsqu'un conseiller municipal s'est enquis du montant du loyer du bâtiment de la rue de l'Athénée, qu'est subitement survenue l'idée de faire une rocade avec la crèche de Saint-Gervais afin de loger le Service des écoles au quai du Seujet et la crèche de Saint-Gervais sur la voie CFF. Il est vrai que l'on avance une économie de 250 000 francs par an, mais comme, d'une part, nous avons un bail pour le bâtiment de l'Athénée jusqu'en 2001 et que, d'autre part, il semblerait que germerait l'idée d'acheter ce même bâtiment - de l'Athénée - cette économie, si économie il devait y avoir, ne pourrait survenir qu'à ce moment-là, soit en 2001.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

De plus, il est fort curieux de constater que cette préoccupation d'économie n'avait jamais effleuré le Conseil administratif jusqu'à ce jour. Il a fallu une question d'un conseiller municipal pour que l'on commence à essayer de trouver une solution. Malheureusement, la solution proposée, à mon avis et à l'avis de beaucoup, est une mauvaise solution qui se fait sur le dos des crèches. Car, si l'on suivait la suggestion du Conseil administratif, cela reviendrait à dire que l'on voterait pour 4 millions la construction d'une crèche qui n'accueillerait pas plus d'enfants qu'actuellement ou, à la limite, cinq enfants de plus, ce qui fait quand même cher la place, vous en conviendrez!

De plus, lorsque l'on sait, comme cela a été certifié en commission, aussi bien par le magistrat que par Mme de Tassigny, que trois demandes sur quatre ne sont pas satisfaites, il apparaît plus qu'inopportun de procéder à cette manière de faire dans un quartier qui a absolument besoin de places disponibles.

En dernier point, si l'on faisait cette construction, on construirait pour construire et, je le répète, il n'y aurait aucune offre de plus pour la population.

En résumé, la volonté manifeste de notre groupe est la suivante. Nous voulons une crèche sur les voies CFF. Nous voulons que cette crèche soit une nouvelle offre pour la population. Nous voulons le maintien de la crèche de Saint-Gervais située au Seujet, et c'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir soutenir cette motion préjudicielle.

Préconsultation sur la motion préjudicielle

Mme Marie Vanek (AdG). Mesdames et Messieurs, la plus grande aberration que j'ai constatée à la lecture de ce rapport, c'est le transfert de cette crèche, alors qu'elle ne pourra offrir que cinq places supplémentaires!

Nous savons tous qu'il y a un manque de places dans les crèches et que les listes d'attente sont longues. Je rappelle que la nouvelle crèche des Charmilles est déjà complète ainsi que les

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

crèches environnantes, telles que la crèche des Asters, l'Ile aux enfants et autres.

Il me semble qu'il faut faire un choix important en faveur de la petite enfance. Ouvrir une nouvelle crèche et maintenir les structures de la crèche du Seujet nous paraît la meilleure solution que nous puissions offrir à la population. Nous savons tous que ce secteur a des besoins de places de crèche étant donné la construction de nouveaux bâtiments avec des logements pour familles nombreuses. Je rappelle aussi qu'une des priorités de M. Rossetti est la petite enfance. Il est donc vraiment aberrant de transférer une crèche pour seulement cinq places!

C'est pourquoi je vous prie d'accepter la motion préjudicielle.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). J'aurai le front de ne m'exprimer ni sur le rapport, ni sur la motion préjudicielle, mais sur l'ordre du jour, pour constater que nous avons reçu un courrier du 20 mai 1998 qui nous communiquait un ordre du jour qui ne comportait pas cet élément. Nous n'avons reçu, à ma connaissance, aucun ajout à l'ordre du jour et nous voilà débattant d'un point qui est fixé dans un document remis ce jour et dont nous apprenons à l'instant le fait.

Des voix. Il est reporté de la dernière fois.

M. Jean-Marc Froidevaux. On m'explique qu'il a été reporté, mais ce report n'est pas prévu non plus à l'ordre du jour...
(*Protestations.*)

Je déplore cette manière de faire, parce que, ce faisant, vous nous prenez un peu à froid et nous ne nous sommes pas munis du rapport et vous nous condamnez à débattre avec, de la sorte, fort peu de professionnalisme. Je voulais simplement faire cette remarque.

Le président. Monsieur Froidevaux, cette proposition figurait sous le point «Propositions renvoyées de la dernière séance» et il

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

a été réédité un ordre du jour qui a été distribué au début de cette séance et qui fait figurer cette proposition au point 8. Mais quiconque a suivi la dernière séance pouvait imaginer que cette proposition, qui n'avait pas été traitée, apparaîtrait au début des propositions du Conseil administratif tel que c'est le cas avec l'ordre du jour actuel. Mais, Monsieur Froidevaux, vous pouvez l'avoir oublié. Monsieur Froidevaux, vous redemandez la parole?

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Oui, uniquement sur ce point, parce que je ne veux pas être pris pour un petit garçon quand même! (*Rires.*) Lisez le point «Propositions des conseillers municipaux reportées trois fois». Il s'agit bien des propositions des conseillers municipaux reportées trois fois. C'est le point 7 à l'ordre du jour qui devient chez vous 7.a), 7.b), 7.c) que nous avons traité et, ici, nous traitons du point 8. Manifestement, il ne figure pas à l'ordre du jour. Je n'en fais pas un fromage, Monsieur le président, mais je déplore cette manière de faire! C'est tout!

Le président. Monsieur Froidevaux, nous sommes au point 8, «Rapports des commissions», rapport N° 287 A, point sur lequel nous avons reçu une motion préjudicielle. C'est écrit en toutes lettres dans l'ordre du jour que j'ai sous les yeux!

M. Jean-Marc Froidevaux. Je vous donne mon ordre du jour, Monsieur le président.

Le président. Mais, Monsieur Froidevaux, si vous êtes en retard, ce n'est pas grave. Tant pis.

M. Jean-Marc Froidevaux. C'est celui qu'on a reçu. Cela dit...

Le président. Il a changé.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

M. Jean-Marc Froidevaux. Oui, mais on l'a pris ce matin!

Le président. Oui, d'accord. Je donne la parole à M. Rossetti.

M. Michel Rossetti, conseiller administratif. Je ne vais pas répéter tout ce que j'ai déjà dit en commission lors de mon audition. Un élément fondamental a changé ces dernières années et nous a fait prendre - à contrecœur - la mesure de ralentir la vitesse que nous avons donné à la petite enfance: c'est la situation financière de la Ville de Genève.

Si nous ouvrons aujourd'hui une crèche supplémentaire, cela représente 1 200 000 francs à 1 500 000 francs de frais d'exploitation en plus. Où va-t-on les prendre, Mesdames et Messieurs? C'est bien joli de vouloir offrir des prestations supplémentaires, mais on ne sait même pas comment on va faire pour maintenir celles qui existent déjà. On peut tout proposer, on peut tout dire, mais il y a des réalités qui sont incontournables. Où allons-nous prendre les 1 200 000 francs ou les 1 500 000 francs qui nous seront nécessaires pour faire fonctionner cette crèche? Si vous trouvez la solution, eh bien, nous serons tous très heureux au Conseil administratif de pouvoir ouvrir une institution supplémentaire!

Par ailleurs, j'aimerais revenir sur les propos que j'ai tenus devant la commission et que j'ai exprimés à plusieurs reprises ici: on ne peut quand même pas demander aux collaboratrices et collaborateurs de la Ville de faire des sacrifices et, après qu'il aient consenti à les faire, voter des frais de fonctionnement disproportionnés! Intellectuellement, c'est inacceptable.

Le président. Je dois à la vérité de dire que M. Froidevaux avait parfaitement raison. Le point 8 aurait dû figurer sur l'ancien ordre du jour sous le point «Rapports de commission reportés de la dernière séance». Effectivement, ce point n'a pas été mis dans l'ordre du jour que vous avez reçu à la maison et je prie M. Froidevaux d'accepter toutes mes excuses.

(Applaudissements.)

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

M. Daniel Sormanni (S). Je saisis l'opportunité de pouvoir parler après M. le conseiller administratif, car, pour une fois, je ne suis pas d'accord avec lui.

En effet, il me semble tout de même que l'objectif de la construction de cette nouvelle crèche sur la voie CFF était bel et bien de doter le quartier de Saint-Jean d'une nouvelle institution. Il y a le regroupement de La Pastourelle, mais il y a également la création de nouvelles places et c'était cela l'objectif de base dans la motion N° 243 que j'avais déposée avec mon collègue Losio il y a une année. Ce quartier manque cruellement de places dans le domaine de la petite enfance et l'objectif de l'Alternative - je l'espère - est de permettre la réalisation de cet équipement sur les voies CFF tout en maintenant la crèche actuelle de Saint-Gervais. Il est évident que c'est un choix politique.

Bien sûr, toute construction représente un coût. Il faudra trouver le financement en renonçant peut-être à d'autres choses qui ont un coût de fonctionnement équivalent, de façon à ne pas aggraver le déficit de la Ville. Cependant, pour ce qui me concerne et pour ce qui concerne - je l'espère - l'Alternative, c'est notre choix politique de privilégier la petite enfance.

M. Roberto Broggini (Ve). Les Verts soutiendront la motion préjudicielle. Il est à signaler que la crèche de Saint-Gervais se trouve en fait à Saint-Jean. Il y a quand même la ceinture Fazy à traverser. Au cœur de Saint-Gervais, il n'y a plus de crèche. Je crois qu'il est extrêmement important de recentrer le débat.

Nous sommes d'avis qu'il faut absolument améliorer le quartier de Saint-Jean, parce qu'on ne peut pas le laisser en l'état. Nous devons donc aménager la couverture des voies CFF. Cela nous semble capital.

Nous vous encourageons donc, dans un premier temps, à voter sur la préjudicialité de cette motion.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

Mme Alice Ecuillon (DC). Nous ne pourrons pas accepter cette motion préjudicielle. Pourquoi? Parce que nous nous battons pour arriver à faire des économies - et nous ne sommes pas les seuls - et il est évident que construire cette nouvelle crèche et maintenir celle du Seujet - et pourquoi pas La Pastourelle aussi? - ce n'est en tout cas pas aller dans le sens des économies.

Je m'exprimerai plus tard sur le rapport en soi et quant à la position de notre groupe. Mais, pour l'heure, il me semble que nous sommes dans un flou artistique assez curieux et épais quant aux besoins réels. En effet, de nouvelles études semblent démontrer que le besoin n'est pas si avéré que cela, même si d'aucuns disent en commission que trois demandes sur quatre sont satisfaites - d'autres nous disent deux sur cinq...

C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas accepter cette motion préjudicielle.

Mme Barbara Cramer (L). D'après le rapport, il n'y a aucun document assez clair qui nous indique l'évolution des besoins du quartier. Alors que ce document nous avait été promis, il ne nous a pas été remis. Il est donc difficile d'accepter une nouvelle demande sans pouvoir se baser sur quelque chose de concret.

De plus, il est dit dans le rapport que, aujourd'hui, les besoins sont beaucoup plus complexes et plus volatiles, que les enfants sont inscrits mais ne viennent plus, ou bien que les parents diminuent leurs abonnements en raison de la situation économique. Maintenant, il s'agit non seulement de la construction de la crèche sur la voie CFF et du déplacement de l'autre, mais également du maintien de l'autre. Ce n'est donc pas tout à fait logique.

De plus, considérant que le Conseil administratif avait reporté cet objet jusqu'en 2001 et que c'est une motion de l'Alternative qui veut simplement accélérer ces aménagements - dont la nécessité n'est même pas prouvée et qui ne sont surtout pas urgents - nous ne pouvons accepter cette motion préjudicielle.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

Mme Christiane Olivier (S). Je voudrais répondre à l'intervention du magistrat et à une remarque que m'a faite M. Mouron. Et vous lui transmettez, Monsieur le président, que je ne vais pas effectivement sortir de ma poche le coût de fonctionnement de cette nouvelle crèche!

Il est vrai que la Ville est dans une situation financière difficile. Je ne m'expliquerai pas sur le but politique, puisque mon collègue Sormanni l'a fait mieux que moi, mais je tiendrai à dire, Monsieur Rossetti, que c'est vous qui nous avez fait cette proposition de crèche avec le coût de fonctionnement et, lorsque cette proposition a été déposée au Conseil municipal, il n'était absolument pas question de transférer la crèche du Seujet dans cette nouvelle crèche. Ce n'est que lorsqu'il y a eu la préoccupation de ce qu'allaient devenir les bureaux de l'Athénée que l'on s'est dit: «On va déplacer les bureaux qui sont à l'Athénée dans les locaux de la crèche du Seujet et transférer celle-ci sur la voie CFF.» Ce n'est donc pas une demande de notre part. C'est vous qui avez fait cette proposition. Or, je doute qu'en trois mois, entre la date du dépôt de la proposition et la date de vos revirements de situation, la situation financière de la Ville ait autant changé!

M. Claude Miffon (R). Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, selon le groupe radical, il est irresponsable de proposer des dépenses de fonctionnement supplémentaires sans prévoir parallèlement les recettes correspondantes. Indépendamment du déficit que connaît notre municipalité, vous savez que les prévisions de recettes fiscales sont encore à la baisse et que les défis auxquels nous aurons à faire face au cours de ces prochaines années seront de plus en plus difficiles.

M. Sormanni nous dit qu'il faut trouver des économies ailleurs. Bien sûr, sur le plan théorique, c'est extrêmement facile, mais encore faudrait-il savoir où? Car, à chaque fois qu'une économie est proposée, le clientélisme resurgit et nous trouvons toujours des conseillers municipaux pour rallier une majorité s'opposant à ces économies.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

Dans le contexte actuel, Monsieur le président, il faut être raisonnable et admettre que, dans ce domaine comme dans d'autres d'ailleurs, les dépenses doivent être gelées à leur niveau actuel dans l'attente d'une amélioration des recettes fiscales. Nous souhaiterions bien sûr pouvoir offrir cette prestation sociale au quartier de Saint-Jean, mais, dans la circonstance actuelle, cela est tout fait déraisonnable. C'est la raison pour laquelle le groupe radical s'y opposera.

M. Daniel Sormanni (S). J'entends bien les propos qui viennent d'être tenus. Mais je dirai que l'une des grandes difficultés des parlements et notamment du parlement de la Ville - et c'est partout la même chose - c'est d'être capables de faire des choix. Très souvent, on choisit soit d'ajouter des plus partout, soit d'être marqué d'immobilisme.

En ce qui nous concerne, nous, socialistes, et en ce qui concerne - je l'espère - l'Alternative, nous avons décidé de faire un certain nombre de choix. Et, pour nous, la petite enfance en est un. Par conséquent, nous sommes prêts, dans ce domaine, à assumer des coûts supplémentaires pour poursuivre le développement de la petite enfance.

Je relèverai tout de même ceci: si l'on prétend dire qu'il faut véritablement geler les dépenses municipales, alors il ne fallait pas proposer, non plus, la création et la construction de ces bâtiments sur la couverture de Saint-Jean. La Ville aurait ainsi encore économisé 4 millions! Il y a là un certain illogisme et il me semble que le Parti radical a également voté la construction de la bibliothèque avec les coûts de fonctionnement supplémentaires que cela implique. Il me semble que vous les avez votés, mais si ce n'est pas le cas, vous l'infirmerez, mais, en l'occurrence, là, vous avez voté des frais de fonctionnement supplémentaires. C'est donc en opposition avec ce que vous venez de dire aujourd'hui.

Quoi qu'on puisse en dire, il est vrai qu'on constate une évolution dans les besoins de la petite enfance et que la demande est différente, qu'elle n'est plus aussi uniforme. L'un des travaux de la commission consultative est justement de voir de

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

quelle manière les institutions, maintenant, en s'adaptant, pourront répondre à la demande devenue différente. Il y a en effet beaucoup plus de demandes de prise en charge à temps partiel et cela pose certains problèmes au niveau du remplissage dans les institutions. Il n'en demeure pas moins qu'une grande partie de la demande n'est pas satisfaite et il est parfaitement faux de prétendre le contraire.

Aujourd'hui, on nous propose une crèche. Nous souhaitons la construction de cette crèche et le maintien de celle de Saint-Gervais. Nous assumons donc les coûts supplémentaires et soyez sûrs que, lorsqu'il y aura des choix qui se présenteront, nous les ferons et nous refuserons, le cas échéant, des crédits qui ne nous paraîtront pas appropriés aux priorités que nous aurons définies.

M. Michel Rossetti, conseiller administratif. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, je ne vais pas prolonger la discussion, je ne vais pas me fâcher. J'ai pris note qu'il y a un choix politique, qui est clair. Je ne vais donc pas épiloguer sur le choix politique de celles et de ceux qui se sont exprimés avec conviction précédemment.

Toutefois, je rappellerai que dès l'instant où il a été question de couverture, il a été prévu de doter cette couverture d'équipements. C'est la raison pour laquelle, dans les différents plans financiers quadriennaux qui se sont succédé, on a toujours parlé de la construction d'une crèche. Aujourd'hui, on est arrivé effectivement au moment où il s'agit de décider.

J'ai examiné la situation et j'estime, vu les circonstances, vu les difficultés que nous connaissons aujourd'hui, que nous devons limiter nos dépenses. Au Conseil municipal de décider.

Mme Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Mesdames et Messieurs, on peut faire des économies, on peut construire moins, on peut dépenser moins, mais il y a des priorités et la petite enfance en a été une depuis longtemps.

Actuellement, la commission consultative se penche sur la mission de la petite enfance en Ville de Genève et il est vrai que

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

tout le monde s'accorde à relever la qualité des prestations, la qualité des collaboratrices et des collaborateurs et la qualité de la Délégation à la petite enfance.

Maintenant, il y a un problème qui nous préoccupe, c'est l'adéquation entre l'offre et la demande. Même s'il y a des listes d'attente, il faut étudier une meilleure répartition des enfants dans les crèches d'un même quartier, renforcer plutôt ce qui existe et ne pas démultiplier les lieux sans étudier plus avant. Ce serait un non-sens d'accepter cette motion préjudicielle. Comme l'a dit le magistrat, par souci d'économies, on engage moins de gens, on essaie de ne pas remplacer les personnes en vacances et, maintenant, on pourrait, d'un jour à l'autre, dire que l'on ouvre une autre crèche! Je crois que ce serait extrêmement mal pris. On a besoin d'étudier à quoi cela peut correspondre dans la réalité.

C'est pourquoi nous vous invitons à refuser cette motion préjudicielle.

Mise aux voix, la motion préjudicielle est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- la construction de la crèche telle que proposée dans le rapport N° 287 A;
- le maintien de la crèche du Seujet dans ses locaux et son fonctionnement actuel.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

Le président. Nous passons maintenant à la proposition elle-même du rapport N° 287 A.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

Premier débat

Mme Alice Ecuwillon (DC). Je ne parlerai pas en tant que rapporteur, mais en tant que porte-parole du groupe démocrate-chrétien.

L'étude de cette proposition nous a laissé un sentiment de malaise, d'inachevé. Ce qui nous est proposé n'est pas un plus, mais un traitement cosmétique en réponse à la motion N° 243 de MM. Sormanni, Losio et Launay: «Aménagement de la couverture CFF à Saint-Jean: c'est pour quand la suite?» En effet, 4 200 000 francs pour huit places supplémentaires, cela fait cher la place, puisque la construction de cette crèche impliquerait la fermeture des crèches existantes, à savoir Saint-Gervais et La Pastourelle. Si nous sommes tout à fait en faveur de la crèche sur la couverture des voies CFF, ce n'est pas à n'importe quel prix, pas n'importe comment. Aujourd'hui, beaucoup d'incertitudes et d'imprécisions planent quant aux économies réelles générées par les rocade prévues, l'occupation des locaux libérés au quai du Seujet par le Service des écoles: le loyer serait alors imputé au Service des écoles, mais non économisé. Quant au 7, rue de l'Athénée, dont le bail expire en 2002 et dont le loyer s'élève à 300 000 francs par année, dans lequel des milliers et des milliers de francs ont été investis pour les transformations, il semblerait qu'il pourrait être acquis par la Ville de Genève et réservé à la direction des affaires sociales. Est-ce juste ou non? Nous manquons d'informations claires.

Dans cette situation, comment parler d'économies? Dans l'état actuel des choses, et si nous comprenons qu'un regroupement des activités est judicieux dans l'absolu, nous ne pouvons accepter purement et simplement que les deux crèches, Saint-Gervais et la Pastourelle, soient fermées pour un gain, je l'ai dit précisément, de seulement huit places, alors qu'aujourd'hui seules deux demandes sur cinq sont satisfaites. Mais, comme l'a dit ma collègue Anne-Marie von Arx, il y a des études en ce moment qui

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

sont faites et je crois qu'il serait judicieux qu'elles aboutissent avant de prendre des décisions.

En conclusion, il est difficile aussi aujourd'hui d'évaluer l'équation coût-bénéfice. C'est pourquoi le groupe démocrate-chrétien refusera cette proposition et souhaite que sa réalisation soit repoussée en 2001 ou 2002.

Mme Marie-Thérèse Bovier (L). Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, huit places supplémentaires pour 3 957 000 francs, voilà ce qu'on nous demande de voter ce soir, puisqu'en fermant la crèche du Seujet nous en ouvrirons une plus grande, de huit places supplémentaires, sur les voies CFF! Est-ce bien réel?

«Pour moi, c'est créer une crèche vibrante avec des matériaux style pro nouveaux, en grande première Suisse, soi-disant», je cite ici l'architecte qui a été mandaté pour le dossier. Il m'a dit en commission qu'il ne garantissait absolument rien quant aux vibrations. Je rêve! Tous ces trains transportant des matériaux plus ou moins dangereux sous les dortoirs des enfants... Je rêve encore! Je ne pense pas qu'il faille prendre les enfants pour des cobayes. Essayez de les faire dormir sur des vibrations continuelles! Pensez à leur santé et à leur repos. Nous demandera-t-on dans deux ou trois ans une rallonge supplémentaire pour améliorer l'humidité ou les vibrations? Cette étude est beaucoup trop légère pour 3 957 000 francs. Pensez-y!

Le groupe libéral vous demande de rejeter ce crédit et de garder la crèche du Seujet où les enfants ne sont pas si malheureux. Non, pour une crèche vibrante; oui, pour le repos et pour le jeu des enfants, et pour moins cher ailleurs!

Mme Michèle Künzler (Ve). Pour nous, il s'agit d'une réalisation importante et qui sera bienvenue. Nous accepterons évidemment la proposition de la crèche.

La réalisation de la crèche est bien pensée, bien structurée. Comme nous avons accepté la motion préjudicielle, il n'y a plus lieu maintenant de discuter si on la construira plutôt ici ou plutôt là. Par ailleurs, il est évident que la crèche du Seujet

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

doit être maintenue, car on n'a même pas fini de l'amortir. Et ce serait alors stupide de déménager pour en créer une autre. Les besoins sont avérés dans ce quartier. Saint-Jean est même l'un des quartiers où il y a le plus d'enfants en bas âge: 8% de la population des enfants en bas âge sont en effet dans ce quartier. Vous pouvez en effet vous référer à un *Mémo Cité* où tout est bien indiqué. Deux crèches ne seront donc pas de trop.

En conclusion, je dirais qu'il n'y a pas à parler plus longtemps et qu'il faut accepter ce rapport.

M. Roberto Brogini (Ve). Je ne peux pas laisser passer les propos tenus par Mme Bovier - vous lui transmettez, Monsieur le président - concernant la dangerosité de la couverture des voies CFF.

Je crois que la vie entière est dangereuse. On peut se faire écraser sur une route, il peut y avoir une fuite de sodium ou de chlore des SIS à la rue de la Coulouvrenière ou mille et une autres choses. Alors, Madame Bovier, attaquez-vous à la dangerosité de nos transports, parce que, me semble-t-il, vous désirez défendre certains modes de vie qui ne sont pas les nôtres. Nous, les Verts, nous voulons réduire certaines dangerosités, alors faites attention à vos propos. Ils sont fallacieux: nous nous sommes renseignés en commission et toutes les garanties nous ont été données. Vous ne pouvez donc pas user de tels arguments pour vous opposer à la création d'une crèche sur la couverture des voies CFF.

Mme Christiane Olivier (S). Je voudrais quand même rectifier les interventions faites par Mme Bovier et Mme Ecuillon. Il semblerait que ces interventions aient été écrites - ce n'est pas cela que je veux mettre en exergue - avant le dépôt et le vote de la motion préjudicielle de ce soir. Comme l'a dit Mme Künzler, la motion préjudicielle ayant été votée, il n'est plus du tout question de transfert. Nous votons donc 3 957 000 francs, non pas pour huit places supplémentaires, mais pour quarante-cinq places.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

Ce que nous votons ce soir, c'est 3 957 000 francs pour quarante-cinq places, pour l'augmentation de la crèche familiale et pour l'augmentation de la halte-garderie. Nous ne sommes pas en train de voter une crèche pour huit places supplémentaires, puisque la motion préjudicielle a été acceptée.

Mme Barbara Cramer (L). Il est admis et reconnu que la majorité des enfants qui fréquentent la crèche de Saint-Gervais n'appartiennent pas au quartier, et voilà qu'on nous demande une deuxième crèche! (*Protestations, quelqu'un tape le couvercle de son pupitre.*) C'est vrai. C'est écrit noir sur blanc.

Il est aussi vrai que, pendant toutes ces études et tous ces travaux à la commission, même l'Alternative n'était pas d'accord. Dieu sait comment vous vous êtes mis d'accord pour ce soir, mais, en tout cas, vous ne l'étiez pas pendant les travaux.

Nous ne voulions déjà pas prendre position, en l'absence d'informations complémentaires et plus sérieuses, par rapport au transfert de la crèche de Saint-Gervais et, maintenant, comme Mme Olivier l'a bien dit, nous voilà avec deux crèches! (*Protestations de l'Alternative.*) Eh oui!...

Le président. Laissez Mme Cramer s'exprimer.

Mme Barbara Cramer. Lors de tous ces travaux, nous avons également appris que la pression exercée à Saint-Jean est beaucoup moins importante que dans d'autres quartiers. On a aussi appris qu'on voulait changer la crèche de Saint-Jean de place, parce qu'elle est inaccessible aux voitures qui ne peuvent pas se garer pour déposer les enfants. A ce que je sache, on ne peut pas transporter les bébés sur des bicyclettes!

En ce qui concerne l'intervention de M. Broggin, j'aimerais simplement ajouter qu'on peut aussi se faire écraser par une bicyclette, surtout quand elle vient en sens inverse. Et j'aimerais beaucoup qu'il observe - avec ses collègues cyclistes - les signalisations routières, tout comme pour les voitures! Ce sera bienvenu.

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

Une voix. Oh! là, là!

Mme Barbara Cramer. Finalement, j'aimerais dire que notre magistrat M. Rossetti était bien humble quand il parlait du ralentissement du développement de la petite enfance. Il n'y en a absolument pas. Je ne sais pas pourquoi vous demandez pardon. Bien au contraire, les dépenses n'ont cessé d'augmenter et on ne cesse de construire davantage de crèches. C'est très bien. On est tous d'accord pour avoir des crèches, mais, si l'on regarde le coût par enfant, peut-être ferait-on mieux de... Enfin, je n'ose le dire.

Une voix. Dites-le! Dites-le!

Le président. Laissez parler Mme Cramer.

Mme Barbara Cramer. C'est très bien de construire des crèches dans les quartiers où il y a de vrais besoins, mais dans ce quartier, cela n'a pas été prouvé.

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté I est accepté à la majorité (quelques oppositions).

Il est ainsi conçu:

ARRETE I

(Annexe)

L'arrêté II amendé par la commission est mis aux voix article par article et dans son ensemble; il est accepté à la majorité (quelques oppositions).

Mémo 2 SEANCE DU 2 JUIN 1998 (soir) 58

Proposition: crèche sur la couverture des voies CFF
à Saint-Jean

L'arrêté est ainsi conçu:

ARRETE II

(Annexe)

Un troisième débat n'étant pas réclamé, les arrêtés deviennent définitifs.

9. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 48¹ de l'Avivo contre l'évacuation du restaurant le Mexicain, intitulée: «Justice pour le Mexicain» (N° 368 A).

Annexe

Le président. Avant de donner la parole au président de commission et au rapporteur, je vous signale que j'ai déjà reçu une proposition d'amendement du groupe socialiste visant au classement de la pétition.

Il paraît que M. Muller doit faire une annonce qui risque de raccourcir nos débats. Mme Vanek.

Mme Marie Vanek, rapporteur (AdG). Je voulais simplement vous annoncer que si ce rapport a mis presque une année à venir, c'est tout simplement parce que j'ai repris le rapport d'une camarade qui était malade. Je vous prie d'excuser ce retard. J'aimerais également demander l'indulgence des conseillers, car j'ai rédigé ce rapport avec de simples notes de séances. A ce propos, je remercie infiniment Mme Frey. Sans elle, ce rapport n'aurait pas pu avoir lieu.

Premier débat

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Afin d'écourter les débats, je peux vous donner une information toute récente concernant M. Maritz et son restaurant dit Le Mexicain.

Nous sommes en effet en passe de trouver un arrangement. Nous allons passer par pertes et profits les arriérés concernant tant le loyer du commerce que de l'appartement. La Ville de Genève a donné l'autorisation à M. Maritz de rester dans son appartement. En ce qui concerne son activité professionnelle, M. Maritz a

¹«Mémorial 154^e année»: Commission, 3041.

Pétition : justice pour le Mexicain

atteint l'âge de la retraite, dorénavant, il va toucher une rente AVS, et une partie de son loyer sera prise en compte par l'OCPA. On s'achemine donc tout gentiment vers une résolution définitive de cette affaire.

C'est bien comme cela. Tous les partenaires, que ce soient l'Avivo, les motionnaires, les résolutionnaires, les pétitionnaires et la Ville, trouveront leur compte dans cette affaire.

M. René Grand (S). J'aimerais d'abord remercier la commission pour avoir pris, il y a une année, très à cœur cette affaire. Pour essayer de trouver une solution, à l'époque, elle a demandé d'auditionner deux fois M. Maritz et l'Avivo. Je trouve que ce geste témoigne bien du sérieux de ces collègues, appliqués à la recherche d'une solution difficile.

Les temps ont passé. Vous avez entendu notre conseiller administratif M. Muller: il est clair qu'aujourd'hui les conclusions proposées par la commission dans le rapport N° 368 A deviennent caduques, puisque le local n'est plus du tout employé, qu'il n'y a plus ni tables, ni chaises et que M. Maritz, ayant l'âge de la retraite, a pu obtenir un revenu qui lui permet de vivre décemment.

Je remercie en tout cas le Conseil administratif de trouver une autre solution, même si effectivement les pertes que la Ville devra encourir restent quand même un problème non résolu.

C'est pourquoi nous avons déposé un amendement au nom du Parti socialiste qui demande clairement le classement de la pétition.

Projet d'amendement

«Considérant que l'établissement Le Mexicain a fermé ses portes à l'heure actuelle et que M. Maritz ne veut plus exercer sa profession de restaurateur, nous proposons le classement de cette pétition.»

Deuxième débat

Le président. La parole n'étant plus demandée, je mets aux voix l'amendement du Parti socialiste.

Mis au voix, l'amendement du Parti socialiste demandant le classement de la pétition est accepté à l'unanimité.

10. Rapports de majorité et de minorité de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 56¹ de l'association Maison populaire de Genève, intitulée: «Pour recevoir les chaînes kurde et turque MED/TV et ATV sur les réseaux câblés genevois» (N° 369 A).

Annexe

M. René Grand, président de la commission des pétitions (S).

J'aimerais encore une fois remercier la rapporteure, Mme Vanek, qui a pris en charge ce rapport, comme le précédent. Je trouve que cet hommage est bien mérité étant donné le temps record qu'elle a mis pour accomplir ce travail.

Afin de bien juger ces deux rapports, je crois qu'il faut considérer les niveaux où ils se situent. La majorité de la commission s'est résolue à classer cette pétition pour des raisons techniques puisque - vous avez certainement lu le rapport - celles-ci bloquent actuellement le nombre de possibilités de raccordement à différentes télévisions. Mais le passage au système numérique permettra de décupler ces possibilités. A ce moment-là, tous ceux qui le voudront pourront faire acte de candidature et bénéficier des services du Têlêréseau de Genève.

Ensuite, le rapport de minorité présenté par M. Didier Burkhardt se situe, à mon avis, à un autre niveau. Il ne parle pas des restrictions techniques, mais relève plutôt le côté éthique, propre à un esprit de Genève dont on a beaucoup parlé ce soir à travers la Marche mondiale contre le travail des enfants, le respect des minorités, le respect des droits de l'homme. C'est pourquoi je suis en faveur du rapport de minorité. Mais afin que le rapport de minorité ne soit pas annulé, il faut refuser le classement de la pétition et accepter le rapport de minorité.

¹«Mémorial 155^e année»: Commission, 633.

Pétition: chaînes de TV kurde et turque

Ainsi, au nom du Parti socialiste, je vous demande de dire non au rapport de majorité, malgré le vote de nos collègues, et d'accepter le renvoi au Conseil administratif de la pétition avec les recommandations qui ont été faites par M. Burkhardt dans le rapport de minorité.

M. Didier Burkhardt, rapporteur de minorité (AdG). Je crois que M. Grand a dit tout ce qu'il fallait. Dans le rapport de minorité, qui est très court, tout est également dit.

Pour nous, ce rapport représente une certaine vision des choses, celle de demander aux représentants de la Ville, qu'ils soient du Conseil municipal ou du Conseil administratif - je crois que M. Rossetti est partie prenante - que les minorités linguistiques soient prises en compte lors de l'élaboration du nouveau «bouquet» de chaînes de télévision qui pourront être diffusées à Genève avec l'introduction du système numérique. Lors de son audition, M. Vieux nous a dit que ce serait pour ce printemps, mais, en l'occurrence, je pense que ce sera pour un peu plus tard.

C'est pourquoi j'espère que vous voterez le rapport de minorité.

Premier débat

M. Robert Pattaroni (DC). Notre parti va soutenir le rapport de minorité pour une raison de fond: un manque de politique de gestion de Télégenève à court terme. C'est-à-dire que nous constatons, à travers cette demande, qui est une demande particulière - nous l'avons parfaitement compris - qu'en définitif, Télégenève répond: «Vous allez tout avoir, mais plus tard.» Ce ne sont là que des promesses électorales!

Télégenève, qui est quand même payée par les contribuables et qui répond à une demande exprimée depuis des années, nous avait promis à l'époque que nous aurions les chaînes d'Europe, que nous aurions même, peut-être, la chaîne de Russie et, aujourd'hui, qu'est-ce que l'on constate? Nous en sommes toujours aux mêmes

Pétition: chaînes de TV kurde et turque

chaînes, avec tout au plus AB1, sauf erreur, qui est arrivé récemment. Et des pays aussi honorablement représentés à Genève que la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Grande-Bretagne ou autres ne sont toujours pas présents sur nos téléviseurs. Nous estimons que c'est extrêmement dommageable et que, par voie de conséquence, aujourd'hui, on devrait nous dire: «Nous avons déjà mis à disposition une vingtaine de chaînes supplémentaires et nous ne pouvons pas tout de suite donner satisfaction à cette demande particulière.» Mais non, au contraire, on nous dit qu'on ne peut pas donner satisfaction à cette demande particulière, mais on ne dit pas que l'on n'a rien fait d'autre que d'en rester à ce qui était prévu à l'époque.

Notre parti entend réagir vigoureusement ce soir à l'occasion de cette demande. Il soutiendra le rapport de minorité. Et si l'on pouvait l'exprimer ainsi, nous adresserions volontiers un blâme à Télégénève et au magistrat qui s'en occupe. (*Applaudissements.*)

Des voix. Bravo!

M. Alain Comte (AdG). Actuellement, il y a un débordement de différentes chaînes TV que tout le monde peut capter à condition d'avoir le Téléréseau. Mais, malheureusement, Télégénève SA prévoit un retour en arrière. Certaines chaînes comme Eurosport, par exemple, seront payantes. Et, en tant que membre du Conseil d'administration de Télégénève SA, je m'y opposerai, car c'est une dérive.

Je soutiendrai bien évidemment le rapport de minorité. Dans le cas présent, il représente une demande pour des chaînes kurde et turque, mais il faudrait justement une plus grande ouverture pour d'autres chaînes qui pourraient arriver gratuitement sur notre réseau. C'est hélas le capitalisme qui nous dirige, un capitalisme qui veut de l'argent pour vendre des chaînes télévisuelles. Je trouve cela malheureux.

M. Albert Knechtli (S). J'aimerais juste dire, Monsieur le président, à M. Pattaroni que, lorsque je veux avancer des

Pétition: chaînes de TV kurde et turque

statistiques, je me renseigne avant de me lancer dans une intervention et qu'il devrait lui-même prendre la peine de voir avec la direction de Télégenève ce qui se passe réellement.

Nous sommes en pleine mutation technologique. A l'heure actuelle, le Têlêréseau distribue 43 chaînes et c'est quasiment le maximum de ses capacités dans les technologies utilisées actuellement. Le passage au système numérique, qui va se faire dans le courant de cet automne, permettra de servir 130 chaînes sur le réseau et, à partir de ce moment-là, on pourra répondre d'une manière beaucoup plus précise à toutes les demandes des minorités linguistiques. Les Kurdes et les Turcs nous demandent, par cette pétition, de pouvoir disposer d'une chaîne de TV de leur pays, mais je peux vous dire qu'il y a 14 autres chaînes qui ne sont pas encore servies, il y en a 5 en Turquie, 3 au Liban - je ne vous parle pas de celles de l'Ex-Yougoslavie, parce que, là, il y en a en tout cas 3 ou 4 par zones qui se sont créées.

Je crois qu'il faut laisser les choses se développer et ne pas rentrer de plein fouet dans une histoire où le maximum de ce qui peut se faire est fait. A l'heure actuelle, la capacité du réseau ne permet pas de faire plus. Je crois que cela a été dit par M. Vieux. J'ai lu attentivement le rapport de la commission des pétitions. Alors il est inutile de tenir de tels propos comme l'a fait M. Pattaroni, d'autant plus que Télégenève est à 51% aux mains de la collectivité. Tout se discute, tout s'organise, mais les évolutions technologiques sont telles que, dans une année, on pourra certainement répondre à une multitude de communautés qui désireront recevoir leurs programmes à Genève.

M. Robert Pattaroni (DC). Justement, Monsieur Knechtli, malheureusement, on connaît bien la question! Et c'est la raison pour laquelle, tout à l'heure, je me suis permis de dire qu'on pourrait quand même interpeller ceux qui ont la responsabilité de la gestion. Pourquoi?

Parce qu'en définitive - je m'exprime en tant que téléspectateur public - j'estime que tout le domaine du service privé intéresse ceux qui veulent payer, mais j'estime aussi que,

Pétition: chaînes de TV kurde et turque

nous, collectivité publique, vivant dans une ville internationale, nous nous devons, au moment de proposer les nouvelles chaînes, de savoir si l'on optait pour des chaînes destinées à amuser les enfants ou les grands, ou si on préférerait des chaînes publiques qui diffusent une information propre à une ville internationale. Et si la question avait été posée dans cette enceinte, je suis sûr qu'une large majorité se serait prononcée en faveur de plus de chaînes publiques, de pays européens notamment.

Par voie de conséquence, je considère que les choix, faits en faveur des chaînes à péage, sont des choix qui n'auraient pas dû être faits maintenant et que, de toute façon, l'évolution du réseau étant extrêmement lente, on peut admettre que Télégenève aurait pu «se sortir les pouces» pour faire mieux et plus vite. Parce que sinon, cela ne vaut pas la peine d'avoir une société, prétendument privée, qui, finalement, travaille plus mal qu'un bon service public.

Le président. Cette fois, nous pouvons passer au vote. Pour la bonne forme, je dois tout de même commencer par le vote sur le rapport de majorité, à savoir le classement de cette pétition.

En deuxième débat, le rapport de majorité est mis aux voix; il est refusé à la majorité.

Le président. Je mets maintenant aux voix les conclusions du rapport de minorité qui demande le renvoi de la pétition au Conseil administratif avec une recommandation.

Mises aux voix, les conclusions de la minorité de la commission des pétitions sont acceptées à la majorité (quelques oppositions et nombreuses abstentions).

Elles sont ainsi conçues:

CONCLUSIONS

Pétition: chaînes de TV kurde et turque

Le Conseil municipal renvoie la pétition N° 56 au Conseil administratif, en lui demandant d'insister auprès du conseil d'administration de «022 Télégenève», afin que les chaînes de télévision des minorités linguistiques soient introduites dans le futur bouquet de chaînes que Télégenève va nous proposer prochainement.

11. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 70¹ des habitants du quartier de la Jonction, intitulée: «Des mesures contre le vacarme du squat-bar Le Labo, à la rue de la Puiserande» (N° 370 A).

Annexe

M. René Grand, président de la commission des pétitions (S).

Nous abordons une fois de plus le délicat problème de la cohabitation des habitants d'un quartier avec les squatters. Il faut dire qu'à la Jonction nous sommes gâtés! Depuis le début des travaux de réaménagement de l'Usine, les noctambules avaient besoin de trouver d'autres endroits. Cela tombait bien, puisque, à la rue de la Puiserande ainsi que dans l'ancienne usine Kugler, il se trouve que des squatters ont organisé des soirées fort bien fréquentées.

Cependant, j'aimerais rappeler que, lors d'une précédente audition, M. Guy Baer, chef de la police, évoquait le fait que 90% des squatters s'entendent très bien avec les habitants du quartier. Or, ici, il s'agit d'un problème particulier puisqu'une ancienne boucherie, dont la société propriétaire a fait faillite, a été aménagée dans un endroit qui permet à des jeunes de venir écouter de la musique, boire des verres, discuter, mais, malheureusement, dans une rue hautement enserrée de bordures de béton et de bâtiments. Résultat: le moindre bruit à une heure tardive ou tôt le matin résonne fortement aux oreilles des personnes qui habitent dans cette rue, où je demeure moi-même. Le problème provient donc, non seulement du fait de l'établissement de cette organisation de loisirs, mais aussi du fait de la configuration du quartier.

Le deuxième problème réside dans le fait qu'on ne sait pas encore, bien que la commission l'ait demandé, si un projet de reconstruction sera bientôt mis sur pied par les anciens

¹ «Mémorial 155^e année»: Commission, 4201.

Pétition: vacarme du squat-bar Le Labo

propriétaires ou par ceux qui doivent gérer cette faillite. Ce qui fait que les jeunes qui fréquentent ce lieu, et ceux qui l'animent, n'ont aucune échéance. Ils essaient donc, par ce vide juridique, de profiter de la situation, dans leur intérêt.

Après avoir entendu les doléances des habitants - ce qui est bien compréhensible, il faut que chacun puisse se reposer d'une manière normale - nous avons aussi écouté les squatters qui ont, me semble-t-il, compris les plaintes qui leur étaient présentées. Alors, qu'ont-ils fait? Vous pouvez vous référer aux annexes Nos 7 et 8: ils ont renoncé à animer Le Labo autrement que le vendredi et le samedi soir. Ils ont bouché les conduits de l'ancienne boucherie qui permettaient, par les ouvertures des tuyaux, de répercuter le bruit de la musique dans les immeubles avoisinants. Normalement, l'immeuble a été bien colmaté. Le bruit à l'intérieur ne ressort pas directement à l'extérieur. Le bruit vient surtout de la sortie des noctambules, surtout à partir de 2 heures du matin, quand les autres établissements sont fermés à ce moment-là. Le bruit résonne dans la rue; les gens sont souvent pris de boisson et n'ont plus aucun égard vis-à-vis de ceux qui dorment.

A notre demande, les squatters ont aussi engagé ce qu'on appelle des videurs de boîtes de nuit qu'ils appellent joliment «gestionnaires de loisirs». Autrement dit, deux personnes ont été engagées, à leurs frais, pour calmer les gens qui sortent, de telle façon qu'ils sachent qu'il ne faut pas déranger. Vous pouvez voir, sur les affichettes placardées dans le local et à l'extérieur, les indications suivantes: «Silence! objet: 3 pétitions; cause: bruit extérieur; demande: silence; résultat: labopen; merci à tous.» Le plus cocasse, c'est que les squatters eux-mêmes demandent que la police fasse des rondes régulières dans ce quartier et principalement dans cette rue. La police, selon l'audition que nous avons entendue, est très réticente. Elle craint une intervention musclée de la part des squatters. C'est un peu le monde à l'envers.

C'est pourquoi les conclusions de la commission ne vous paraîtront pas cocasses, elles sont tout à fait réelles: nous demandons, avec les squatters, que la police fasse davantage de

Pétition: vacarme du squat-bar Le Labo

rondes pour atténuer les nuisances. On s'est aperçu que dès que la voiture de police arrive, les gens se calment, se dispersent et le bruit extérieur cesse. Voilà pour la première conclusion.

La deuxième conclusion demande que la Voirie procède au débarras d'un tas de sacs qui ont été entreposés il y a fort longtemps et qui n'ont toujours pas été déblayés dans la cour.

La parole n'étant pas demandée en premier ni en deuxième débat, les conclusions de la commission des pétitions sont mises aux voix; elles sont acceptées à l'unanimité.

Elles sont ainsi conçues:

CONCLUSIONS

Le Conseil municipal renvoie la pétition N° 70 au Conseil administratif avec les recommandations suivantes:

- intervenir auprès du DJPT afin que des rondes régulières et dissuasives soient effectuées afin de faire respecter la tranquillité publique;
- faire débarrasser les ordures dans la cour, ce qui est également très important pour la salubrité publique.

12. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

13. Interpellations.

Néant.

14. Questions.

orales:

Le président. Il y a une réponse du bureau à une question de M. Rumo.

Lors de la séance du 11 février 1998, M. Rumo demandait pourquoi la lettre du 3 janvier 1998 de l'Association des habitants du triangle Rod-Soret-Soubeyran n'avait pas été lue aux conseillers municipaux, tout en précisant qu'une précédente lettre de cette association, datée du 6 octobre 1997, avait paru dans le *Mémorial* du 14 octobre 1997.

L'Association des habitants du triangle Rod-Soret-Soubeyran n'a envoyé qu'une seule lettre au bureau: la lettre envoyée le 3 janvier 1998 était une copie de celle envoyée le 6 octobre 1997. Cette lettre ayant paru dans le *Mémorial* et ayant été transmise à la commission de l'aménagement en octobre 1997, le bureau a estimé qu'il n'y avait pas lieu de la lire à la séance du 27 janvier et a répondu dans ce sens à l'association.

J'ouvre maintenant la liste pour les questions orales.

orales:

Guy Dossan (R). Ma question s'adressait en fait à M. Rossetti, mais je pense que ses collègues lui transmettront.

Propositions des conseillers municipaux - Interpellations
Questions

Le skate-park n'est pas encore fini, il est loin d'être inauguré, en revanche, il est extrêmement utilisé. Il est vrai qu'il y a un panneau sur lequel on peut lire: «La Ville décline toutes responsabilités en cas d'accident», mais comme il suffit d'enjamber la clôture pour être dans le skate-park, j'aimerais vraiment être sûr qu'on ne risque rien. Samedi après-midi, il n'y avait pas moins d'une cinquantaine de jeunes avec leurs planches à roulettes et leurs rollers et je me demande jusqu'à quel point on ne risque pas un accident qui pourrait être grave.

Le président. Le Conseil administratif répondra ultérieurement.

M. Pierre Losio (Ve). Je voudrais savoir à quoi correspond l'imposante installation qui sied en ce moment dans le parc Mon-Repos. Elle consiste en une halle couverte prenant de la place sur les pelouses. Les surveillants de cette installation m'ont dit que cette installation était dressée pour une fête qui se déroulerait sur plusieurs jours, mais je n'ai pas pu en apprendre davantage.

Je voudrais donc juste savoir de quoi il s'agit et je pose cette question sans aucune intention maligne.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, je suis en mesure de vous répondre brièvement. Il s'agit en effet d'une autorisation qui a été sollicitée par une organisation internationale qui s'occupe du Forex, (Foreign exchange). Il s'agit donc d'une organisation appartenant au domaine financier. Une autorisation lui a été accordée de planter une tente pour des festivités en fin de semaine et, comme vous, j'ai pu apercevoir, depuis l'autre rive du lac, qu'une énorme tente avait été placée à cet endroit. Il s'agit d'une installation qui restera une semaine et pas un jour de plus.

M. Georges Queloz (L). Je me suis laissé dire que l'éclairage des installations sportives fonctionnait dès 18 h, alors qu'il fait encore jour.

J'ai vérifié cette information, qui s'avère, effectivement. A Varembe, par exemple - je n'ai pas contrôlé toutes les installations sportives - pour trois pelés et deux tondu, l'éclairage fonctionne déjà à partir de 18 h30 jusqu'à 22 h, 22 h 30, alors qu'il fait jour. On pourrait peut-être éclairer à partir de 21 h. Il y a là, me semble-t-il, un abus.

J'aimerais savoir si l'allumage fonctionne de manière automatique ou si une personne en est chargée.

Le président. Il vous sera répondu ultérieurement.

M. Pascal Holenweg (S). Ma question s'adresse au maire précédent, au maire actuel ou au maire futur...

L'association des maires francophones a tenu sa dix-huitième assemblée à Beyrouth, le week-end dernier. J'aurais voulu savoir, d'une part, si la Ville de Genève, respectivement ses maires successifs étaient membres de cette association et, d'autre part, si elle était représentée lors de cette assemblée; enfin quel type de développement de ce genre de contacts la Ville de Genève, le Conseil administratif collectivement, entend mener à l'avenir.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, est-ce une question insidieuse ou non? Mais je vous réponds immédiatement.

En effet, l'AIMF (Association internationale des maires francophones) - ou partiellement francophones - est une organisation qui a été mise en place, il y a un certain nombre d'années, par le maire de Paris qui était, à l'époque, M. Chirac. Ladite association est toujours présidée par le maire de Paris, M. Jean Tiberi - d'où la question insidieuse (*rires*) - et la Ville de Genève fait partie de cette association. Elle paie une cotisation de quelques centaines de francs et, cette année, il n'y avait personne de la Ville de Genève à l'assemblée générale annuelle qui s'est tenue à Beyrouth. L'année passée, j'étais le représentant de

Propositions des conseillers municipaux - Interpellations
Questions

la Ville de Genève à Bruxelles. Et c'est la raison pour laquelle je suis en mesure de vous dire comment fonctionne cette affaire.

A part cela, il s'agit d'une association qui promeut, somme toute, les bonnes relations entre les différentes villes du monde qui parlent le français. Et je dois dire que c'est un réseau de contacts tout à fait intéressant.

L'année passée, j'ai proposé, au nom de la Ville de Genève, une place de stage à des maires ou adjoints de mairie, voire employés africains pour leur montrer comment fonctionnait notre administration. (*Rires.*)

M. Guy Valance (AdG). Ma question s'adressait à l'ensemble du Conseil administratif, mais plus précisément à M. Rossetti, Mme Burnand et M. Hediger. Ils ne sont pas là, néanmoins je vais quand même la poser, car je fais parfaitement confiance à MM. Muller et Vaissade pour la leur transmettre.

Vous savez que nous allons inaugurer le Palais Wilson. Or, depuis 1993, il y a une école provisoire à Châteaubriand pour laquelle on n'a pas prévu de préau de récréation; strictement rien. Il y a eu de nombreux échanges de lettres et de nombreuses questions qui ont été posées à ce sujet. La dernière a été posée par M. Didier Bonny, au mois de novembre, dans cette auguste assemblée. Elle n'a, évidemment - et malheureusement - reçu aucune réponse; et je ne doute pas qu'il n'y en ait pas à ma question... Je viens de transmettre l'ensemble du dossier à M. Rossetti qui n'avait pas connaissance des lettres qui lui avaient été adressées. Et je reviendrai, si nécessaire, dès les prochains jours, par le biais de quelque chose de plus contraignant.

Néanmoins, je vous pose la question. A la suite des nombreuses lettres reçues, quels projets le Conseil administratif souhaite-t-il mettre en place? Verra-t-on bientôt quelques barrières ou tout autre système de sécurité dans la cour de récréation de l'école Châteaubriand? Je vous rappelle que le dernier incident date de quelques semaines, puisqu'un camion semi-remorque, avec l'assentiment des gardes municipaux, est venu se stationner en

Propositions des conseillers municipaux - Interpellations
Questions

plein milieu de la cour de récréation. J'aimerais savoir, maintenant, quelles décisions le Conseil administratif va adopter pour renforcer la sécurité de cet espace.

Excusez-moi d'être aussi ferme, mais si je n'ai pas de réponse d'ici la prochaine séance du Conseil municipal, je viendrai, par le biais d'un arrêté, proposer le vote de 6000 francs pour six barrières. S'il faut le faire, nous le ferons! Merci.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Ecoutez, Monsieur Valance, je transmettrai votre question à M. Rossetti, dès demain matin à 8 h, et j'imagine qu'il vous répondra demain après-midi, de manière à éviter que vous ayez besoin de proposer un projet d'arrêté.

Sachez que je suis très attentif à la sécurité des enfants. Vous avez pu vous rendre compte, dans l'affaire de la crèche, que j'ai fait évacuer les voitures de manière à ce que les enfants puissent jouer sur ce bout de macadam en toute tranquillité, sans qu'ils aient à craindre les voitures. J'imagine que M. Rossetti partage exactement ces mêmes idées et que nous allons, pour la cour de récréation, disposer des barrières pour que la sécurité des enfants soit garantie.

M. David Brolliet (L). J'avais déjà posé ma question à M. Rossetti qui était censé la transmettre à M. Muller lorsque celui-ci était retenu par des obligations. Elle concernait l'arcade municipale de la place du Molard.

L'arcade du Molard, parce qu'elle est extrêmement bien située en ville de Genève, joue un rôle important dans notre cité en matière d'informations. Vous savez qu'une banque de la place a décidé de récupérer ces locaux. J'aimerais donc connaître la politique de communication du Conseil administratif et si celui-ci compte trouver un autre lieu, puisque cette arcade rend des services aussi bien aux Genevois qu'aux Confédérés et aux touristes de passage à Genève.

Propositions des conseillers municipaux - Interpellations
Questions

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, je suis en mesure de vous donner une réponse: d'ici la fin septembre ou au début octobre, nous devons quitter définitivement notre arcade du Molard en raison du projet de réaménagement de ladite banque dans cet immeuble.

Nous avons une option jusqu'à ce jour: installer l'arcade municipale dans le bâtiment des Services industriels, à savoir là où se trouve Fréquence Laser, au pont de la Machine. Malheureusement, une décision est tombée ce matin: elle est négative. Il n'y a pas de place pour l'arcade municipale. Nous ne désespérons pas de trouver un autre emplacement. Nous sommes d'ailleurs en relation avec deux grandes banques, à succursales multiples, qui vont fusionner tout prochainement et qui vont probablement libérer quelques places intéressantes dans la ville. Nous pensons - c'est une des solutions envisagées - y installer notre arcade municipale.

Quoi qu'il en soit, le problème sera résolu en temps voulu.

Le président. Je lève cette séance et vous donne rendez-vous demain à 17 h précises.

Séance levée à 22 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif
2. Communications du bureau du Conseil municipal
3. Clause d'urgence sur le projet d'arrêté du bureau du Conseil municipal (Mme Marie-France Spielmann, MM. Daniel Pilly, George Queloz, Mme Anne-Marie von Arx-Vernon et M. Guy Dossan):
«Modification des articles 101, 134, 138 et 139 du règlement du Conseil municipal relatifs à la naturalisation» (PA-378)
4. Clause d'urgence sur la motion N° 334 de MM. Guy Valance, Pierre Reichenbach, Pierre Huber, Alphonse Paratte, Guy Savary, Bernard Lescaze, Claude Miffon, Pierre-Charles George et Mme Marie-France Spielmann: «Pour une réelle concertation avec les commerçants du marché de Plainpalais»
5. Motion de MM. Philip Grant, Alain Marquet et Didier Bonny: «Prix des droits de l'homme de la Ville de Genève» (M-307)
6. Motion de MM. Alain Marquet et Philip Grant: «Halte à une ségrégation inutile» (M-308)
7. Interpellation de M. Pierre Rumo: «Accueil des étrangers, logement social et plans d'aménagement: un amalgame très douteux» (I-783)
8. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 4 212 000 francs, ramené à 4 107 000 francs, affecté à un ouvrage situé sur la couverture des voies CFF à Saint-Jean, sur la parcelle 3590, feuille 38 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, soit:
 - un crédit de 3 957 000 francs destiné à la construction d'une crèche collective et d'une crèche familiale-halte garderie;
 - un crédit de 255 000 francs, ramené à 150 000 francs, destiné à l'achat du mobilier et du matériel (N° 287 A)
9. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 48 de l'Avivo contre l'évacuation du restaurant le Mexicain, intitulée: «Justice pour le Mexicain» (N° 368 A)
10. Rapports de majorité et de minorité de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 56 de l'association Maison populaire de Genève, intitulée: «Pour recevoir les

chaînes kurde et turque MED/TV et ATV sur les réseaux câblés genevois» (N° 369 A)

11. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition N° 70 des habitants du quartier de la Jonction, intitulée: «Des mesures contre le vacarme du squat-bar Le Labo, à la rue de la Puiserande» (N° 370 A)
12. Propositions des conseillers municipaux
13. Interpellations
14. Questions

La mémorialiste:
Marguerite Conus